

entrées libres

Nouveau portail web-extranet
pour l'enseignement catholique

DOSSIER

L'école chamboulée :
une opportunité ?

RENCONTRE

Olivier DE SCHUTTER

ÉDITO	3
• Une rentrée presque normale	
DES SOUCIS ET DES HOMMES	4
• Entreprise et enseignement Lutter ensemble contre la pénurie d'enseignants	
ENTREZ, C'EST OUVERT !	6
• Un drive-in aux allures de Poudlard • Réaccrochage scolaire par la ludopédagogie	
L'EXPOSÉ DU MOI(S)	8
• Olivier DE SCHUTTER La transition écologique, c'est quelque chose de désirable	
OUTIL(S)	10
• Prendre les élèves là où ils sont	
DOSSIER	
• L'école chamboulée : une opportunité ?	
ZOOM	12
• Un site internet et un extranet qui font peau neuve	
AVIS DE RECHERCHE	14
• Comment l'école catholique en Europe fait-elle face à la crise du Covid-19 ?	
PROF, MAIS PAS SEULEMENT	16
• Sensibiliser à la santé, une nécessité	
ENTRÉES LIVRES	17
• Espace Nord ■ Concours • Symbioses	
SERVICE COMPRIS	17
• Questions vives : élever le débat avec ses élèves	
• Rencontres pour faire apprendre	
• L'hygiène des mains et des sanitaires : Plus que jamais une priorité à l'école	
• « Et pourquoi ? » : le podcast qui explique l'actu aux enfants	
• Journalistes en herbe	
• Cantine durable	
• Génération Zéro watt : appel à projets	
HUME(O)UR	20
• La maison sur le rivage	



DES SOUCIS ET DES HOMMES

Pénurie d'enseignants
Regards croisés école-entreprise



DOSSIER

L'école chamboulée : une opportunité ?



L'EXPOSÉ DU MOI(S)

Olivier DE SCHUTTER
La transition écologique,
c'est quelque chose de désirable

entrées libres

Septembre 2020 / N°151 / 15^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et aout)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue
de l'Enseignement catholique
en Communautés francophone
et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable
Conrad van de WERVE (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Secrétariat et abonnements

Laurence DUPUIS
02 256 70 37

Création graphique
PAF!

Mise en page et illustrations
Manon MOREAU

Membres du comité de rédaction

Charline CARIAUX
Frédéric COCHÉ
Vinciane DE KEYSER
Alain DESMONS
Luc DE WAEL
Hélène GENEVOIS

Brigitte GERARD
Fabrice GLOGOWSKI
Gengoux GOMEZ
Jennifer HENNEUSE
Anne LEBLANC
Marie-Noëlle LOVENFOSSE
Bruno MATHIELART
Luc MICHIELS
Christophe MOURAUX
Elise PELTIER
Guy SELDESLAGH
Stéphane VANOIRBECK

Publicité

02 256 70 30

Impression

IPM Printing SA Ganshoren

Tarifs abonnements

1 an : Belgique : 16€ / Europe : 26€ / Monde : 30€
2 ans : Belgique : 30€ / Europe : 50€ / Monde : 58€

À verser sur le compte n°

BE74 1910 5131 7107 du SeGEC
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles
avec la mention « entrées libres »

Les articles paraissent sous la responsabilité de
leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux
sont de la rédaction.

Édito

Une rentrée *presque* normale



“ Au moment d’écrire ces lignes, la rentrée des classes vient de se dérouler presque normalement. Avec de bonnes surprises : la joie très clairement exprimée par les élèves ou les étudiants de se retrouver, de retrouver leurs amis, de retrouver les enseignants, de retrouver l’école. Pour ceux qui, assez nombreux, avaient connu depuis 6 mois la vie « sans école », l’expérience fut moins réjouissante et joyeuse que ce qu’imaginaient ceux qui avaient décrit, il y a longtemps déjà, l’idéal utopique d’une « société sans écoles ». Même aux adolescents les plus contestataires, l’école avait fini par manquer !

La vie scolaire a donc repris son cours, avec ses contraintes nouvelles exigées par la crise sanitaire. Pour les adultes et les adolescents, apprendre à vivre avec un masque est loin de faire l’objet d’une évidence même si, heureusement, la nécessité de la disposition est en général bien acceptée et comprise. Une fois encore, les directions d’école auront eu fort à faire pour assurer le retour de l’ensemble des élèves et des équipes éducatives dans les meilleures conditions possibles. Grand merci à elles !

La crise sanitaire a également une incidence sur la situation financière des écoles, tant du côté des recettes que des dépenses. L’enquête menée en juin dernier a fait apparaître une incidence globale de 15 millions d’euros pour le seul enseignement catholique et ce sont les écoles fondamentales et les internats qui sont les plus affectés ; respectivement 15 et 38 % d’entre eux ont exprimé leurs grandes ou très grandes difficultés de trésorerie. Une intervention financière est attendue de la part de la Fédération Wallonie Bruxelles, à l’instar de celle qui prévaut en Flandre. Interrogée sur le sujet, la Ministre Désir a répondu qu’elle attendait encore certains chiffres avant de pouvoir décider.

A suivre, donc !

Étienne MICHEL
Directeur général du SeGEC
11 septembre 2020

Entreprise et enseignement

Lutter ensemble

contre la pénurie d'enseignants

Interview : Conrad van de WERVE

Texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Invités à échanger à propos de la pénurie d'enseignants, **Olivier de WASSEIGE**, administrateur délégué de l'Union Wallonne des Entreprises et **Etienne MICHEL**, directeur général du SeGEC, n'ont pas manqué de souligner l'intérêt d'une fluidité accrue entre le monde de l'entreprise et l'enseignement. Morceaux choisis...

La Fondation pour l'Enseignement a récemment formulé une série de propositions pour lutter contre la pénurie d'enseignants. Elle plaide notamment pour une reconnaissance plus importante de l'ancienneté barémique acquise en entreprise pour celui ou celle qui souhaiterait entrer dans l'enseignement. Qu'en pensez-vous ?

Olivier de WASSEIGE : On ne peut que souligner l'intérêt d'une fluidité accrue entre le monde de l'entreprise et l'enseignement pour combler la pénurie d'enseignants, mais aussi pour créer davantage de synergies. Un des éléments-clés si un collaborateur d'une entreprise souhaite passer dans l'enseignement, que ce soit à temps partiel dans une carrière mixte, à temps plein en fin de carrière, ou à l'occasion d'une restructuration, c'est évidemment d'avoir une forme de valorisation de ses années d'ancienneté dans l'entreprise.

Etienne MICHEL : Dans l'enseignement, on continue à avoir un modèle d'organisation statutaire construit sur le paradigme du milieu du 20^e siècle. Au sortir de la guerre, l'idéal partagé dans toute la société était d'entrer dans une carrière et de s'y inscrire sur une longue période. Aujourd'hui, les jeunes générations construisent leur carrière par séquences de 5 à 6 ans, en passant d'une entreprise à l'autre. Nous avons tout intérêt, entreprise comme enseignement, à ce que, dans ce jeu-là, des moments puissent être consacrés à de l'enseignement.

OdW : C'est probablement un élément de motivation pour un jeune qui entre dans une entreprise de lui dire qu'il peut aussi

donner cours et avoir une carrière mixte, à définir de manière précise. Les jeunes veulent donner du sens à leur vie, à leurs études et à leur carrière. On voit aujourd'hui l'importance qu'ils accordent aux objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des entreprises. Ceux-ci passent quasiment avant le salaire et le nombre de jours de formations et de congés. Ne pourrait-il pas y avoir une forme accélérée et innovante de formation qui permette, sans dévaloriser la formation des enseignants, à des personnes issues de l'entreprise d'acquérir un bagage qu'elles n'ont peut-être pas en termes de pédagogie ?

Quel est l'intérêt réel pour l'école de mieux connaître le monde de l'entreprise ?

EM : Le métier de l'enseignement est de conduire les jeunes vers l'âge adulte, vers le monde du travail. Pour réaliser cela le mieux possible, on voit bien que lorsque

des enseignants ont eux-mêmes une connaissance de l'entreprise, du secteur public, du non-marchand ou autre, cela enrichit une culture d'école. Sans vouloir caricaturer, on est quand même bien obligés de constater que beaucoup d'enseignants ont quasiment eu comme seul horizon de vie celui de l'école, comme élève, étudiant, puis professeur. C'est un enrichissement d'avoir une autre expérience du monde.

OdW : Si l'enseignement vise l'éveil global du jeune pour lui permettre d'avoir une vie épanouie et de faire ce qu'il souhaite, une de ses finalités est aussi de lui donner un bagage lui permettant de trouver un emploi. Pourquoi ne pas l'aider à prendre conscience qu'il existe des métiers formidables, des entreprises offrant de belles possibilités d'emplois qui ont du sens, qui font bouger la société et qui, accessoirement, sont correctement payés ? Parfois, en tant que représentant des entreprises, on nous reproche de



Photo : Sarah SORGI

800
ASBL POUVOIRS
ORGANISATEURS10.000
BÉNÉVOLES1.700
IMPLANTATIONS
D'ENSEIGNEMENT
FONDAMENTAL
SECONDAIRE
SUPÉRIEUR
DE PROMOTION
SOCIALE

Olivier de WASSEIGE (à gauche) et Etienne MICHEL (à droite)

vouloir « formater » les élèves, d'en faire de bons petits soldats pour l'entreprise. Mais, quand on voit qu'actuellement 14% des jeunes seulement sortent avec un diplôme du supérieur dans le domaine scientifique, (la moyenne européenne est de 20 %), c'est trop peu ! Un tiers des jeunes qui suivent une filière scientifique au secondaire l'abandonnent au supérieur. Une des raisons, probablement, c'est qu'ils ne voient pas à quoi ça va servir. Le leur faire découvrir en termes de carrière est extrêmement important.

EM : On sort d'une période où l'enseignement scientifique en secondaire commençait assez tard dans la scolarité, avec une approche relativement abstraite. Le Pacte d'Excellence (notamment le développement de l'approche à l'éducation numérique, technologique.) devrait permettre de progresser dans la bonne direction.

OdW : Les entreprises sont de plus en plus exigeantes en termes de numérisation, de digitalisation, etc. Elles engagent de plus en plus de personnes hautement qualifiées et de moins en moins de collaborateurs appartenant à la catégorie des moins qualifiés. On a besoin que les jeunes sortent avec un bagage en termes de savoirs de base et de savoir-être. Quant au niveau de savoir-faire, c'est sans doute celui sur lequel l'entreprise peut le plus jouer.

Concernant la valorisation de l'expérience acquise en entreprise pour enseigner, l'école a besoin de différents profils : enseignants, mais aussi coordinateurs, informaticiens, etc.

EM : Aujourd'hui, avec la crise du Covid-19, on est confronté au défi de l'enseignement à distance. Ce n'est pas un ob-

jectif en soi, mais on se rend compte que dans certaines circonstances c'est absolument indispensable. On a donc besoin de systèmes informatiques suffisamment développés, sophistiqués et adaptés à l'équipement des élèves. On n'est pas nulle part, mais, pour pouvoir faire tourner ces réseaux informatiques, on a besoin de compétences ad hoc. Ce personnel-là, on ne va pas le trouver spontanément dans les ressources actuelles du monde de l'enseignement.

OdW : Pour des collaborateurs qui sont dans une entreprise informatique, cela peut vraiment être intéressant de faire autre chose que de la programmation traditionnelle en aidant le monde de l'enseignement à être plus performant à distance, et d'y trouver du sens. Ce sont des projets qu'on doit développer ensemble.

Toujours dans ce contexte de pénurie, on sait aussi que des moyens humains supplémentaires doivent permettre aux écoles en encadrement différencié de rattraper les retards. La condition : trouver des enseignants ...

EM : C'est évidemment problématique. On a trop longtemps réduit les problèmes de l'enseignement à des questions de moyens surtout en termes d'encadrement. On se rend compte aujourd'hui que la question n'est pas de disposer de plus d'encadrement, mais de disposer des personnes compétentes pour exercer telle ou telle fonction et de disposer d'une souplesse d'organisation suffisante pour pouvoir recruter de nouveaux profils.

OdW : A côté des carrières mixtes dont on a parlé, je pense qu'on doit aussi travailler sur les fins de carrière. Par

ailleurs, dans ce moment de crise que nous traversons, on sait qu'il va y avoir de nombreuses restructurations et donc des personnes en recherche d'emploi. Il y a peut-être là des opportunités à creuser.

Jusqu'où peut aller la collaboration école-entreprise ? Quelles sont les limites ?

OdW : On aurait besoin de plus de stages en entreprise, au secondaire et au supérieur. Plus tôt on fait un stage, plus tôt on peut confirmer ou infirmer son choix d'étude et de profession et, le cas échéant, changer d'orientation.

EM : Le développement de l'enseignement en alternance dans l'obligatoire ou le supérieur figure dans la plupart des déclarations de politique communautaire. Je suis convaincu que si on veut progresser dans ce domaine-là, il faut essayer de ne pas avoir des approches trop abstraites, trop générales, et se donner l'instrument le plus souple possible pour permettre une meilleure rencontre des entreprises et des institutions scolaires. Un des malentendus du point de vue de l'école, c'est l'idée que l'entreprise se réduirait simplement à des savoir-faire, ce qui n'est plus le cas. Comme l'a dit Olivier de WASSEIGE, elle attend aussi la transmission des savoirs et des savoir-être. Si on accepte de construire le dialogue sur cette triple base-là, je ne vois vraiment pas où peuvent se situer les obstacles. ■

1 Elle réunit les fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire en FWB et les fédérations d'entreprises wallonne et bruxelloise UWE et BECI.

Un drive-in aux allures de Poudlard

Brigitte GERARD

Les élèves se souviendront de la dernière année scolaire... Deux mois en confinement, pour revenir ensuite en classe au compte-goutte, dans des conditions inédites et pas toujours faciles à vivre... Il n'empêche, la fin d'année restait une étape importante pour les élèves de 6^e primaire et l'école Notre-Dame de Celle, à Pont-à-Celles¹, a tenu à la célébrer dignement.

« Au moment de la reprise des cours, le 18 mai dernier, le souhait de l'équipe éducative était de faire en sorte que tous les élèves puissent tourner cette page de leur vie dans les meilleures conditions », raconte **Carmine ARCURI**, directeur de l'école Notre-Dame de Celle. L'établissement a dès lors déployé toute son énergie pour accueillir au mieux les enfants, de la 1^{re} à la 6^e primaire et 75% d'entre eux ont effectivement repris le chemin de l'école. « Mais, on s'est dit aussi qu'on ne pouvait pas remettre les diplômes de 6^e primaire bêtement en classe, poursuit le directeur. Avec le comité des parents, on a cherché une idée originale pour marquer le coup, tout en respectant les consignes de sécurité du gouvernement. » La réflexion a mené à l'idée de remettre le diplôme aux élèves façon drive-in, en demandant aux familles de venir à l'école en voiture. « On a d'abord laissé planer un doute, un mystère... Et une fois que les voitures étaient garées dans le parking, on s'occupait de tout ! »

La magie au rendez-vous

Les familles devaient venir à tour de rôle, selon une plage horaire déterminée et entrer une à la fois dans la cour de l'école. Et là, surprise ! « Tous les enseignants étaient déguisés sur le thème de Harry POTTER ! J'étais DUMBLEDORE et les deux instituteurs de 6^e avaient les traits de MCGONAGALL et HAGRID. Grâce à un papa d'élève, qui est terrassier, nous



avons installé une butte dans la cour, autour de laquelle était posée une arche de 5m de haut. Les parents devaient y monter en voiture et s'arrêter en haut. J'avais mis la musique d'Harry POTTER bien fort et nous attendions les élèves au-dessus de la butte, avec nos baguettes magiques. L'élève sortait alors de la voiture, s'installait sur un tabouret et on lui déposait sur la tête le fameux choixpeau, qui devait annoncer sa réussite scolaire ou non. » Aucun suspense alors, vu que tous les élèves savaient déjà qu'ils avaient réussi, mais un grand diplôme à la clé et une photo avec les enseignants, le directeur et la voiture des parents. Tout cela étant ensuite conclu par une partie plus solennelle, au cours de laquelle l'enfant signait son diplôme, recevait son CEB, l'attestation de langues et la photo prise sous l'arche, imprimée et mise dans une pochette. Une cérémonie originale et empreinte d'émotion... « Certains parents n'osaient pas monter sur la butte et les enfants étaient un peu stressés... C'était tout de même pour recevoir leur diplôme ! En plus, après les mois qu'on venait de passer... Ce sont les seuls élèves qui ont dû

porter un masque pendant 2-3 semaines en classe... Ils méritaient de terminer l'année de cette manière-là ! Au final, ¾ des enfants, si pas plus, pleuraient en sortant. Et pour cause, c'était un moment plein de mystère, ils étaient accueillis par des enseignants déguisés, il y avait l'éten-dard des Gryffondors, la musique des films et ils devaient mettre le choixpeau sur la tête ! » Tout le monde a participé à cet événement d'une manière ou d'une autre. Certains enseignants accueillaient les familles, d'autres les dirigeaient, faisaient signer le diplôme officiel, chacun avait son rôle. « C'était une façon pour nous de rendre hommage aux enfants qui ont passé des années de leur vie dans notre école. Dans mes souvenirs, c'est la plus belle remise des diplômes... Ce sera difficile de trouver autre chose pour l'année prochaine, c'était vraiment une belle réussite ! » ■

1. www.enddc.be

Un projet à faire connaître ?
redaction@entrees-libres.be

Réaccrochage scolaire par la ludopédagogie

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

On sait depuis longtemps que les jeunes enfants ont besoin de jouer et que les premiers apprentissages se réalisent par ce biais. Les enseignant(e)s de maternelle en font d'ailleurs largement usage. Ensuite, au fil des années, on joue de moins en moins en classe. Les jeux de société ne pourraient-ils pourtant pas être de précieux auxiliaires, en termes d'apprentissages mais aussi d'accrochages scolaires, quel que soit l'âge des élèves ? De plus en plus d'enseignant(e)s et de chercheurs(euses) en sont persuadé(e)s.

La « ludopédagogie » c'est à la fois, l'utilisation du (des) jeu(x) dans les apprentissages et une méthodologie d'apprentissage basée sur le jeu, qui mobilise l'attention, la compréhension, la mémorisation, la réflexion et l'imagination. Jouer permet, sans en avoir l'air, de mettre en œuvre de nombreuses ressources : savoirs, savoir-faire, savoir-être, réactivité, logique, autonomie, empathie, coopération, socialisation, etc. Véritable outil d'apprentissage, le jeu est également un formidable dispositif de remédiation ou de ré-accrochage scolaire à tout âge. C'est bien ce qui a convaincu **Amélie TONNEAU**, professeure de gestion (secteur économie) à l'Ilon St Jacques (Namur). « Nous accueillons pas mal d'élèves en difficultés familiales, en décrochage scolaire, explique-t-elle. C'est un défi de tous les jours de les motiver à venir en classe et à s'investir. Et cela n'a rien d'évident de les intéresser à la matière que l'on donne. Lors de la session For-For¹ de janvier, je me suis inscrite à une formation donnée par **Renaud KEYMEULEN**² et j'ai appris qu'un appel à candidatures était lancé pour trouver des écoles intéressées par un projet relatif à la ludopédagogie. »



Bousculer les habitudes

Enthousiasmée par l'idée de tenir là un bon moyen de changer la manière de s'adresser aux élèves, A. TONNEAU a rapidement convaincu l'équipe de direction de l'Ilon St Jacques et plusieurs collègues de se lancer dans le projet. « Actuellement, précise l'enseignante, nous sommes 5 profs concerné(e)s par cette initiative, dont 3 donnent cours au 1^{er} degré, avec l'objectif que cela « contamine » les autres collègues. Nous allons être formé(e)s pendant deux ans. Nous avons commencé l'aménagement d'un local avec du mobilier « de récup' » remis à neuf. Il constituera une ludothèque (ou centre ludopédagogique des talents) et accueillera toutes sortes de jeux (dont une partie sont fournis par les initiateurs du projet). La formation va nous permettre de découvrir la manière de les exploiter au mieux. Une série de parcours sont décrits en fonction des intelligences multiples. » Il ne suffit pas, en effet, de mettre une boîte de jeux devant les élèves en leur disant : « Allez-y, jouez ! », surtout s'il s'agit de grands ados. Il est important d'aller plus loin, de savoir quels parcours

pédagogiques il est possible d'imaginer avec les jeux dont on dispose, de montrer aux élèves ce qu'ils retirent de tel ou tel jeu et ce que cela permet de travailler. « L'idée, avec ce projet, reprend A. TONNEAU, c'est de bousculer les habitudes, de trouver des clés qui vont véritablement « parler » aux élèves, de faire en sorte qu'ils soient plus participatifs. Nous allons notamment travailler tout ce qui est compétences transversales, mais aussi cohésion de la classe, respect des autres, développement personnel (recherche de points forts, de centres d'intérêt), etc. Avec mes septièmes, je compte bien utiliser des jeux sur l'orientation, les métiers, pour les aider à savoir ce qu'ils ont vraiment envie de faire à leur sortie de l'école. Derrière le jeu, il y a toujours un objectif de développement, quel qu'il soit. Les élèves se forment et évoluent sans avoir le sentiment de « travailler ». C'est tout l'intérêt de la formule ! » ■

¹ Forum des Formations, proposé par le Service Formation de l'enseignement secondaire catholique (Cecafoe)

² enseignant, titulaire d'un master en sciences de l'éducation et d'un master en sciences du travail à l'UCL, chercheur en pédagogies nouvelles et méthodologie.

Olivier DE SCHUTTER

La transition écologique, c'est quelque chose de désirable

Interview et texte : Brigitte GERARD

Diplômé en droit, **Olivier DE SCHUTTER** est passionné par tout ce qui touche aux droits fondamentaux et aux questions liées à la mondialisation économique. Professeur universitaire, son parcours l'a également amené à devenir rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation et aujourd'hui sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Des problématiques étroitement liées à celle de la transition écologique, devenue un de ses chevaux de bataille.

Quelle est votre mission en tant que rapporteur spécial de l'ONU?

Olivier DE SCHUTTER : Mon rôle est d'être en quelque sorte le porte-parole des personnes en grande pauvreté à l'échelle internationale, de traduire leurs préoccupations en termes de recommandations politiques, de travailler avec des acteurs pour mettre la pression sur les gouvernements afin qu'ils avancent dans l'éradication de la pauvreté.

Quels liens faites-vous entre les thématiques telles que l'alimentation ou la pauvreté et la transition écologique ?

OD : Quand j'étais rapporteur spécial sur l'alimentation, entre 2008 et 2014, j'ai beaucoup travaillé sur les impacts environnementaux de l'alimentation et sur les moyens d'opérer la transition vers l'agroécologie. Aujourd'hui, je continue ce combat. Le prochain rapport que je remettrai à l'Assemblée générale des Nations Unies concernera la transition juste, c'est-à-dire la manière de prendre en compte les droits des personnes en grande pauvreté, la réduction des inégalités dans la transition vers une économie bas carbone et plus durable. Je veux montrer combien c'est compatible.

Y a-t-il des freins au développement de systèmes alimentaires plus durables ?

OD : Le problème principal vient de l'accent mis au cours des 50 dernières années sur l'augmentation des volumes produits comme manière de

réduire le coût de l'alimentation pour les ménages... Et cela, au détriment du respect des écosystèmes, de la santé des sols, de la biodiversité mais aussi d'une rémunération digne pour les agriculteurs/trices. Il faut plutôt soutenir les ménages en difficultés par des politiques sociales de redistribution des revenus, par la garantie d'un salaire minimum décent, pour leur permettre d'avoir accès à une alimentation de qualité qui rémunère dignement le/la producteur/trice. Ce changement suppose un investissement dans le long terme.

Les initiatives individuelles prises dans l'optique d'une transition écologique peuvent-elles avoir un réel impact ?

OD : Les « écogestes » de tout un chacun n'ont pas en tant que tels un impact à une échelle suffisante pour inverser la tendance. Mais il y a deux nuances à apporter. La première, c'est qu'il y a une sorte de cercle vicieux entre l'attitude des consommateurs/trices individuel(le)s et celle des politiques. Ceux-ci n'osent pas changer les choses parce que, d'après eux, les gens ne sont pas prêts à changer et on ne peut pas les y forcer. Et les individus disent que cela ne peut pas changer tant que le cadre dans lequel on évolue n'est pas transformé. Pour engager les politiques à modifier l'environnement alimentaire, il est important d'envoyer un signal par un changement de mode alimentaire. Ce ne sont pas les « écogestes » en tant que tels qui ont un impact, mais le message qu'ils envoient au

politique. Deuxième remarque, les modes alimentaires se transmettent de personne à personne, de ménage à ménage, comme toutes les normes sociales. Ces modes alimentaires évoluent. Et le fait d'adopter tel ou tel comportement et de le faire savoir peut en influencer d'autres et avoir des impacts à l'échelle sociétale. On constate aujourd'hui, par exemple, une diminution de la consommation de viande rouge. De plus en plus de gens vont vers des produits locaux et de saison. Je crois que ce glissement des normes sociales est en train de s'opérer en matière de mobilité, d'énergie, d'alimentation...

La crise sanitaire peut-elle faire accélérer les choses dans le bon sens ?

OD : Je suis assez dubitatif. Pendant la crise, on a par exemple vu beaucoup d'intérêt pour les circuits courts, mais leur développement n'est pas soutenable si les politiques ne l'appuient pas. Et il y a d'autres difficultés. Beaucoup de gens ont subi le confinement comme une période de restrictions à leur liberté. Le discours dominant que j'entends, c'est de vite retourner à la vie d'avant. Les gens ont l'impression que la transition écologique sera un long chemin de sacrifices comme l'a été le confinement. Il faut clairement dire que la transition écologique, ce ne sont pas des restrictions, ce n'est pas triste, ce n'est pas se replier sur la sphère privée ou la sphère familiale. C'est au contraire la convivialité, un mode de vie plus équilibré et quelque chose qui est désirable. Par



Photo : Benoît DIVE

ailleurs, les gens ont fait des sacrifices pour protéger les autres, mais aussi eux-mêmes. Je ne suis pas sûr qu'ils soient prêts à opérer des changements importants de leur mode de vie. Ce n'est pas 6 mois sans voiture ou sans viande rouge qui vont mettre fin à la crise climatique. La transition écologique, c'est sur du long terme et il faut faire en sorte que personne ne soit perdant, qu'au contraire, nous y gagnions tous avec le passage à une société plus conviviale et solidaire. Je regrette que l'obsession du court terme conduise les politiques à encourager à consommer plus pour relancer la machine, alors qu'il faudrait dire qu'aujourd'hui, pour sortir de l'impasse écologique, la seule possibilité est de revoir les modes de consommation, pour consommer mieux, de manière plus responsable.

Quel regard portez-vous sur le mouvement des jeunes pour le climat ?

OD : Ce mouvement risque de s'éssouffler, parce qu'il n'a pas débouché sur des initiatives importantes de la part des autorités publiques. Et il y a un risque de fragmentation. Une frange de plus en plus significative de ces personnes est tentée par des modes de manifestation plus perturbants. Il faut que le mouvement se donne de nouveaux objectifs et

moyens d'action. Avec d'autres, nous réfléchissons à un mouvement qui réunirait les acteurs soucieux de lutter contre le changement climatique et d'alerter les gouvernements, pour, à intervalles réguliers, proposer des campagnes de sensibilisation sur certains gestes à poser, qui soient en même temps des interpellations au monde politique. Par exemple, en disant que l'été, on ne prend pas l'avion et on attend des gouvernements qu'ils rendent le train beaucoup plus abordable.

Quel rôle peut jouer l'école en matière de sensibilisation des jeunes sur ces thématiques ?

OD : L'éducation est pour moi un levier fondamental ! D'abord, la porte d'entrée de l'alimentation est une excellente manière d'enseigner des matières comme la biologie, la chimie, la géographie... J'ai donné beaucoup de conférences en secondaire et je suis épaté de voir combien, à partir des questions d'alimentation, les enseignant(e)s de ces trois branches peuvent rendre le cours vivant, intéressant et pertinent pour les élèves. Mais surtout, l'école est le seul lieu dans la société où tous les groupes sociaux se retrouvent plus ou moins à égalité. On touche toutes les couches sociales. Les messages que les en-

fants ramènent dans les familles les amènent à se poser des questions qu'elles ne se poseraient pas sinon. L'enfant amène une nouvelle culture alimentaire à la maison et les écoles sont des lieux privilégiés où rapprocher producteurs et consommateurs. De nombreuses écoles se posent la question du cahier des charges de la cantine et de savoir comment les producteurs locaux qui pratiquent l'agriculture raisonnée, voire bio, peuvent être récompensés dans leurs cahiers des charges. Comme levier permettant de réancrer l'alimentation dans les territoires et relocaliser l'alimentation, c'est un lieu extraordinaire !

Je crois beaucoup au fait d'apprendre en faisant. Pour comprendre la photosynthèse ou les processus de réaction chimique, quelle meilleure école que celle du potager et de la cuisine ? Je suis pour qu'on introduise des cours de cuisine dans les écoles !

Ce qui me frappe avec la nouvelle génération d'étudiants, c'est qu'ils sont très intéressés au changement social, ils veulent s'engager, agir. J'en connais beaucoup qui s'engagent dans des démarches de transition, qui n'attendent pas que les solutions viennent d'ailleurs. Ils en ont marre d'attendre ! ■

Prendre les élèves là où ils sont

Définir les essentiels sur lesquels mettre l'accent, détecter les retards et les difficultés et y remédier notamment par de la différenciation, voilà le credo de l'enseignement fondamental et secondaire en ce début d'année scolaire. C'est ce qu'expliquent **Frédéric COCHÉ**¹ et **Pascale PRIGNON**.²



FONDAMENTAL

« En mai dernier, une circulaire ministérielle invitait les enseignants à prioriser le travail sur les **essentiels**. A partir de ce moment-là, nous avons fait un travail au départ des programmes en français et mathématique pour cibler les prérequis indispensables afin de passer à l'année suivante. On sait que certains acquis sont particulièrement nécessaires, comme la compréhension en lecture. Si l'élève ne la maîtrise pas suffisamment, cela va l'handicaper pour le reste des cours. Un grand nombre de conseillers pédagogiques ont été mobilisés pour réaliser ce travail de priorisation.

Pour ce qui est de la **détection des retards et difficultés**, c'est également via une circulaire qu'il a été demandé aux enseignants de consacrer le mois de septembre à leur détection, et de préciser les stratégies mises en place dès octobre. Deux aspects sont à prendre en compte : d'un côté, les retards concernant l'ensemble de la classe et nécessitant une remise à niveau générale, et de l'autre, l'accroissement des écarts entre les élèves. Pendant le confinement, certains ont bénéficié d'un suivi important de la part des parents, d'autres ont complètement décroché par manque de moyens ou parce qu'ils étaient déjà en difficulté avant la crise sanitaire. Pour savoir précisément où se situent les difficultés et adapter sa planification ou mettre en place de la **différenciation**, nous proposons sur notre site « la Salle des Profs³ » une série d'outils très concrets. On en est déjà à plusieurs dizaines de milliers de vues et ça circule également beaucoup sur les réseaux sociaux. La cellule des conseillers pédagogiques (rebaptisés « conseillers au soutien et à l'accompagnement ») a pour mission prioritaire de soutenir les équipes éducatives dans ce travail. Nous avons construit avec eux un répertoire de bonnes pratiques. Et pour ce qui est des moyens d'encadrement nouveaux venant de la Fédération Wallonie-Bruxelles et destinés aux écoles à faible indice socio-économique, nous conseillons ces dernières sur la manière de les utiliser au mieux. » **MNL**



SECONDAIRE

« Les responsables de secteur et les conseillers pédagogiques des disciplines et secteurs ont mené une réflexion sur deux types de productions. Tout d'abord, ils ont pointé **les essentiels de chaque matière** à examiner tout au long de l'année scolaire. L'idée est d'aider les enseignants à planifier ces essentiels pour construire un parcours d'apprentissage et, pour chacun d'eux, de repérer les prérequis nécessaires aux nouveaux enseignements. Il ne s'agit pas de systématiquement voir les éléments qui n'ont pas été appris l'an dernier mais plutôt d'intégrer les prérequis nécessaires, qui permettront de bien asseoir la maîtrise des nouveaux apprentissages. Cela oblige, en outre, à relier les attendus de deux années consécutives. Deuxième type de productions : des **stratégies de différenciation**. Repartons de ce que l'élève connaît, de ses talents, et, sur base des prérequis nécessaires, essayons de différencier par des tâches de complexités différentes, de repérer, d'observer où en est l'élève pour repartir ensuite de là.

Ces propositions d'essentiels et de stratégies de différenciation sont rassemblées sur « <http://fesecc.be/> », tant pour l'enseignement général que pour le qualifiant. C'est dans le dialogue avec l'élève que l'enseignant peut déceler ses forces, ses faiblesses, et rebondir sur ses qualités pour le remotiver. On a, par ailleurs, développé le concept d'une **évaluation au service des apprentissages**. A travers cette valeur que l'on repère chez l'élève, comment le professeur peut-il modifier son enseignement et permettre à l'élève de mieux apprendre ? En ce début d'année, ne parlons pas de remédiation : les élèves n'ont pas de lacune vu qu'ils n'ont pas eu les apprentissages. Il s'agit plutôt de les observer, de les prendre là où ils sont et d'avancer. Cela entraîne une autre dynamique ! » **BG**

1 Secrétaire général adjoint de la Fédération de l'Enseignement Fondamental Catholique

2 Secrétaire générale adjointe de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique

3 www.salle-des-profs.be



L'école chamboulée : une opportunité ?

APPROCHE

Cette période est révélatrice de la fragilité du modèle actuel de l'école

CONCEPT

Ecole du dehors : reconnecter à la nature, mais pas seulement

APPUI

Outil intégré

FORMATION

A la découverte des outils numériques

AMÉNAGEMENTS

L'école: un levier pour faire changer l'espace public ?

La crise sanitaire a secoué l'école tout comme la société dans son ensemble. Dans la toute grande majorité des cas, elle n'est pas restée les bras ballants en attendant des jours soi-disant « meilleurs ». Nous avons eu dans ces colonnes de multiples occasions de vous partager le dynamisme et la créativité de nombreux établissements en ces temps troublés.

Et si cette dynamique était amenée à s'inscrire dans la durée ?

Le chercheur **Bruno DEVAUCHELLE** en est convaincu. Selon lui, le modèle traditionnel de l'école a fait son temps et il voit dans cette crise une preuve de plus de la nécessité de faire évoluer les pratiques d'enseignement de manière structurelle. Certain(e) s n'ont d'ailleurs pas attendu pour revisiter leurs pratiques, comme cette enseignante qui s'est lancée dans le projet de l'école du dehors. « Mes élèves apprennent sans avoir l'impression d'apprendre » se réjouit-elle. Que ce soit par l'organisation d'activités d'apprentissage en extérieur ou l'utilisation bien pensée des technologies, de nombreux enseignants se sont renouvelés. En témoigne aussi l'assiduité avec laquelle un grand nombre d'entre eux ont suivi des formations cet été. Avec la conviction, pour les personnes que nous avons interrogées, que le numérique reste un support, mais qu'il ne se substitue pas à la pédagogie en tant que telle. Bonne lecture !

Conrad van de WERVE

Cette période est révélatrice de la fragilité du modèle actuel de l'école

Interview et texte: Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Bruno DEVAUCHELLE¹ reste convaincu que le modèle traditionnel de l'école a fait son temps et plaide depuis longtemps pour l'émergence de nouveaux espaces d'apprenance. Confiné au pied des Alpes, face au Mont Blanc, le chercheur explique voir dans la crise due au coronavirus une preuve de plus de la nécessité de faire évoluer radicalement les pratiques d'enseignement.

La crise du Covid va-t-elle vraiment permettre de faire évoluer les pratiques d'enseignement ?

Bruno DEVAUCHELLE : Lors de mon intervention à l'Université d'été du SeGEC de 2015, on m'a posé la question : « Qu'est-ce que ce sera dans 30 ans ? ». J'ai répondu « Ça n'aura pas changé ! ». Il y a une tendance lourde à un retour à ce qui est « évident ». Le changement fait peur, provoque des résistances. Nos systèmes scolaires, qui ont à peu près un siècle et demi d'existence stable, ont installé tellement d'évidences que la première chose qu'on fait quand on est bousculé par la situation, c'est, essentiellement, de reproduire avec les technologies ce qu'on faisait auparavant sans elles. On a oublié qu'il fallait re-scénariser les cours pour qu'à distance, ils ne soient pas comme en présence. Et surtout, on espère que tout va redevenir comme avant. Dans un premier temps, on est dans l'incapacité aujourd'hui d'inventer autre chose. Dans un deuxième temps, des interrogations vont monter, des pratiques vont peut-être évoluer, mais je crains que ça ne bouge pas.

La période que l'on vient de vivre ne nous a-t-elle pas, tout de même, apporté certains enseignements ?

BD : Elle est extraordinaire parce qu'elle nous a permis de prendre conscience de ce qui se passait avant et qu'on ne voyait pas. Quand les élèves sont présents dans une salle de classe, on ne se rend pas compte que plein de problèmes se posent. La fracture numérique qu'on constate aujourd'hui est d'abord une

fracture cognitive, une fracture dans la façon d'apprendre. La France, qui a la particularité d'avoir des écarts catastrophiques entre les meilleurs et les moins bons dans les enquêtes Pisa, ne parvient pas, depuis des années, à résoudre ce problème-là. Ce n'est pas un problème de technologie. C'est un problème qu'on enfouit dans l'organisation sociale générale. C'est pour ça que j'appelle à un changement assez radical. L'école est arrivée au maximum de ce qu'elle pouvait faire dans son modèle antérieur. Le modèle de massification, porté jusqu'à la fin du 20^e siècle, a fonctionné, mais il ne fonctionne plus dans le sens où il n'améliore plus le système. 10 à 20% de la population est mise de côté. En lecture-écriture, 15 à 20% des jeunes de 20 ans ont du mal à déchiffrer. C'est énorme !

On a beaucoup parlé, pendant cette crise, du manque d'équipement informatique de certains élèves...

BD : Le problème, c'est qu'il ne suffit pas de distribuer du matériel. Il faut pouvoir s'en servir. Dans les enquêtes que nous avons menées, nous constatons deux choses : avoir un ordinateur en classe ne change pas fondamentalement les pratiques pédagogiques. Par contre, en avoir un en classe et à la maison change le niveau d'acculturation des élèves et de leur famille vis-à-vis du numérique et améliore leur capacité à faire face à une situation comme celle qu'on vient de vivre. Si on avait un peu anticipé sur la nécessité de cette continuité numérique présentielle-distancielle, on aurait beaucoup mieux développé les compétences numériques des élèves, des enseignants et des familles, et on aurait mis en place des moyens techniques pour prendre en compte la situation. Je travaille sur l'enseignement à distance depuis les années 80 et je le pratique depuis plusieurs années dans le cadre de l'université. On s'est aperçu que cela ne touchait que 3 à 4% de la population. Et là, d'un seul coup, on se retrouve avec près de 100% de la population qui est concernée ! On voit bien que cette période est révélatrice des manques, de la fragilité du modèle de l'école traditionnelle en présence et devrait permettre, à terme, si une analyse est bien faite, de repenser le modèle scolaire.

Qu'est-ce qui doit changer précisément ? Que peut apporter le numérique ?

BD : Le numérique n'enlève pas les interactions, il les transforme. Encore faut-il les intégrer dans le modèle pédagogique utilisé. On parle classiquement aujourd'hui d'hybridation et de flexibilité. D'un côté, on a les moyens qui permettent d'assouplir le modèle scolaire traditionnel et d'un autre, on a un besoin de repenser sur le plan pédagogique le fonctionnement général du monde scolaire. Dans le mode traditionnel, quand on oblige des gens à se rassembler dans un lieu (c'est le cas de l'école obligatoire), on a l'impression qu'on résout les problèmes de fractures sociales. C'est faux ! On les enfouit tranquillement et on avance sans se soucier des risques, notamment d'une forme de ghettoïsation catastrophique, qui n'est pas due à l'école, qu'elle subit et à laquelle elle ne peut pas remédier. On se dit : ils viennent à l'école, on leur enseigne les valeurs de la république, les enseignants font un travail exceptionnel (même si, la plupart du temps, on envoie au casse-pipe des gens qui ne sont pas prêts à aborder ces réalités). Mais le système n'a pas vraiment réussi son pari. Pour ne prendre que l'exemple des moyens technologiques, si

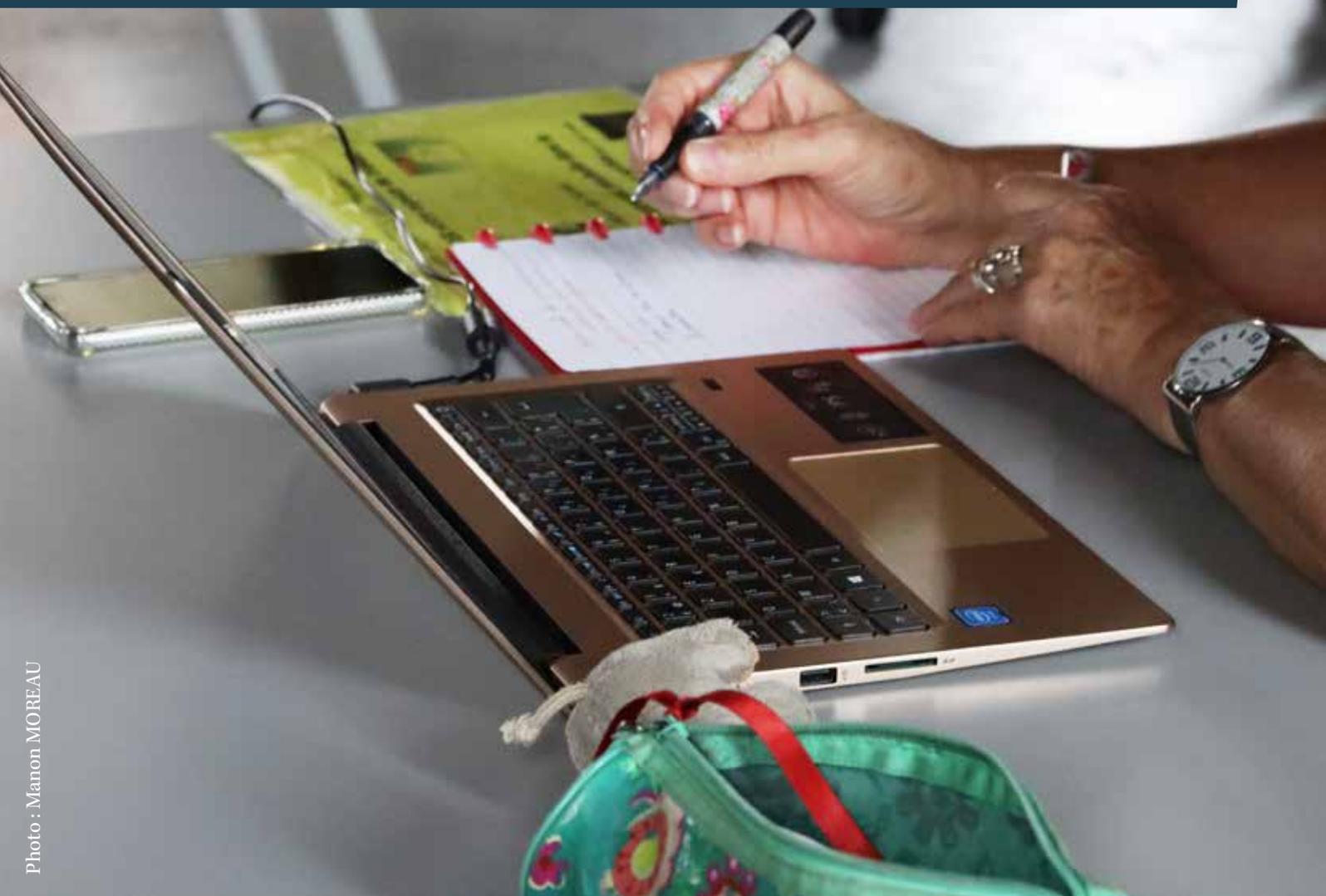


Photo : Manon MOREAU

quasi toutes les familles se sont équipées, on a pu constater pendant le confinement que l'ordinateur a été remplacé par le smartphone dans beaucoup d'entre elles, surtout les plus démunies. Or, celui-ci a de nombreuses limites, en particulier pour des travaux de production écrite.

On voit ici et là des changements dus à des initiatives locales (école du dehors, classes flexibles, etc.) Sont-ils les prémices de changements positifs ?

BD : Pour ne prendre que la question architecturale, les changements s'effectuent sur 30 ans. Et sur ce plan, il faut qu'on anticipe autrement l'évolution de l'école. En France, dans les années 70, des centres de documentation ont été créés pour constituer une sorte de « tiers lieu » dans les établissements scolaires. Ils n'ont jamais rencontré le succès escompté, sans doute parce que l'institution a toujours privilégié la salle de classe avec le mode « prof-groupe d'élèves » à la salle de travail semi-autonome avec des accompagnateurs. Les expérimentations que vous évoquez sont tout à fait intéressantes, mais elles restent extrêmement minoritaires la plupart du temps. On est sur des changements culturels qui supposent que, de bas en haut de l'institution, il y ait une véritable réflexion commune.

Que préconisez-vous ?

BD : Parmi les choses qui devraient changer, on peut citer les logiques de base comme le découpage disciplinaire et l'évaluation, devenue un objet tellement rituel et lourd. Mais aussi les programmes et l'idée plus globale de ce qu'est apprendre, avec des dynamiques plus ouvertes, des locaux adaptés, etc. Là, on peut espérer changer. Il a fallu deux siècles pour installer l'école d'aujourd'hui, il n'en faudra peut-être qu'un pour transformer l'école de demain. Pour l'instant, on est dans du « replâtrage ». Face à un choc social et culturel, on a d'abord besoin de se rassurer. Ensuite, il va falloir savoir quelles forces vont monter pour porter d'autres choses. Pour moi, l'idée c'est de fabriquer des lieux nouveaux dans lesquels « apprendre » est quelque chose d'ouvert à tous : des lieux d'interaction, de vie en commun et de socialisation davantage inscrits dans un paysage plus global. La ré-

volution possible serait celle d'une société apprenante qui considère que savoir, apprendre, connaître, est au cœur de l'activité de chacun tout au long de la vie, réellement. Il faut qu'il y ait ces lieux, avec des gens capables d'y faire ce qu'on appelle de « l'accompagnement structurant » pour que chacun puisse construire et organiser les savoirs, les informations, et les transformer en connaissances. Il faut des repères. Le lieu « école » est important, mais il doit se transformer du point de vue architectural, organisationnel, culturel, etc. Ça va prendre du temps, il va falloir qu'un certain nombre de résistances institutionnelles (de pouvoir, mais aussi de contre-pouvoirs) s'estompent. Tout le monde va devoir se mettre autour de la table pour réfléchir. ■

.....
1 Docteur en Sciences de l'éducation, enseignant, chercheur au laboratoire des Technologies numériques pour l'éducation de l'Université de Poitiers, il est intervenu, en 2015, à l'université d'Été du SeGEC (Entrées Libres n° 101 et 102)

Ecole du dehors : reconnecter à la nature, mais pas seulement

Brigitte GERARD

L'école du dehors, c'est la pratique régulière d'activités d'apprentissage à l'extérieur... Et cela prend de l'ampleur dans nos établissements scolaires, d'autant plus depuis la crise sanitaire. Les avantages de cette façon d'enseigner, qui est déjà répandue dans certains pays, comme la Finlande, l'Allemagne ou les Etats-Unis, sont multiples et vont bien au-delà de la reconnexion des enfants à la nature...

« Il s'agit de mener des activités d'apprentissage disciplinaire à l'extérieur, quelle que soit la matière », explique **Christophe VERMONDEN**, chef du département « éducation à l'environnement » à Bruxelles-Environnement. L'école du dehors permet de développer chez les élèves un sentiment d'appartenance et de responsabilité par rapport à la nature, à son environnement immédiat, ainsi que les « soft skills », comme le travail en équipe, la débrouillardise, la résolution de problèmes... Il faut toutefois veiller à garder un équilibre entre activités libres dans la nature et activités structurées. « Cela se prépare et demande un investissement de la part des enseignants. Il y a tout un travail de planification, il faut rassurer les parents, mettre en place un cadre de sécurité pour les enfants. Petit à petit, des routines, des rituels, des espaces sécurisés pour les élèves s'installent et permettent les apprentissages. »

Tout bénéfique

Comme le montrent diverses recherches internationales, l'impact de cette pratique sur les apprentissages est avéré. Les résultats scolaires des élèves qui font l'école du dehors sont meilleurs, pas seulement en sciences mais aussi en langues, en mathématiques et au niveau des compétences transversales, du travail en équipe et de l'empathie. Cela joue sur la motivation et l'attitude scolaire. « Les élèves ont une meilleure maîtrise du vocabulaire, des contenus et une plus grande capacité à faire des liens entre les matières. L'école du dehors apporte du concret aux apprentissages. » Autre avantage : l'enseignant est obligé de repenser l'autonomie de ses élèves. « C'est lié à la richesse du matériel didactique qu'on trouve à l'extérieur. Mesurer peut se faire avec du matériel pédagogique à disposition, comme des morceaux de bois... On peut donner une quinzaine d'adjectifs aux enfants et leur demander de trouver une série d'objets qui correspondent à ces caractéristiques. Grâce à cela, les enfants se créent des images mentales beaucoup plus riches qu'à l'intérieur. » Les élèves sont aussi amenés à développer davantage leurs compétences interpersonnelles. Et, dernier constat : il y a, dans la plupart de ces écoles, une diminution de l'absentéisme scolaire, en particulier en maternelle. « Les enfants sont moins malades et ont plus envie de venir à l'école. Ils sont plus ouverts, curieux et ils développent davantage le langage, ce qui permet des apprentissages plus rapides. » Cela dit, tout n'est pas possible à l'extérieur. Les recherches, la lecture, l'écriture se feront plus facilement à l'intérieur, dans une bibliothèque ou une salle de classe. L'important est de bien articuler les activités intérieures et extérieures. Et la cour de récréation peut constituer un premier lieu où tester l'école du dehors, même en milieu urbain. « Nous avons d'ailleurs l'ambition de végétaliser de nombreuses cours à Bruxelles. Il y a aussi un programme qui prévoit d'alterner des visites sur le terrain proche de l'école avec des sorties plus éloignées, en forêt de Soignes notamment. »

Un succès croissant

L'intérêt pour l'école du dehors ne cesse de se développer en Fédération Wallonie-Bruxelles, surtout en primaire mais aussi dans le secondaire, même si cela demande plus de coopération entre enseignants. Depuis 2015, Bruxelles Environnement propose des formations aux enseignants sur cette thématique spécifique. « A Bruxelles, l'enjeu est de faire l'école du dehors en milieu fortement minéralisé. Les personnes formées constituent petit à petit une communauté d'apprentissage, qui parraine les enseignants qui veulent se lancer. » Ch. VERMONDEN compte sur la contagion, l'idéal étant de vivre cette expérience avec un collègue ou un accompagnateur. « Nous avons mené une recherche-action avec des enseignants et pas un seul n'a abandonné le projet. Ce qui revient dans leurs témoignages, c'est la motivation des enfants, leur envie d'apprendre, leurs progrès... On a une responsabilité en tant qu'adulte et en tant que système scolaire ou de formation d'amener les enfants à fréquenter la nature. » ■



Les élèves de l'Institut Saint-Louis profitent d'activités en plein air.

Outil intégré

Interview et texte : Conrad van de WERVE

Sophie MASAI, institutrice en 1^{re} et 2^e primaire à l'Institut Saint-Louis à Bruxelles, école à encadrement différencié

« Comme j'enseigne en ville, je me dois de sensibiliser les enfants à la nature. La plupart de mes élèves ne sortent pas, ne vont pas au musée, ne vont pas en forêt ou à la mer. Il y a peu d'ouverture sur le monde. C'était essentiel d'ouvrir les portes de la classe et de l'école. J'ai l'opportunité d'avoir accès à un terrain, devenu le Verger des enfants, à Wezembeek-Oppeem et j'y vais en général une fois par mois avec mes élèves, pour la journée. J'y suis accompagnée d'une ou deux personnes et on travaille par ateliers, peu importe la matière. Cela peut être des mathématiques, du savoir parler, du savoir écrire... Parfois, on prend des photos, on écrit pour ramener des traces, qui permettent de revenir sur des notions en classe... L'école du dehors permet de créer des souvenirs et une ambiance de classe particulière. Ces sorties sont un moteur, tout le monde se sent bien dans cette façon de travailler. On a aussi mis en place un potager à l'école, dans lequel j'essaie de travailler une fois par semaine avec ma classe. Il y a moyen d'y greffer de nombreux apprentissages. Tous les domaines de compétences sont travaillés et les compétences transversales bien sollicitées, comme l'entraide, la confiance en soi... C'est une pédagogie qui stimule les intelligences multiples. En classe, l'élève est souvent confronté à sa feuille et ne peut pas s'exprimer autrement. Là, tous les talents peuvent se révéler. Les enfants sont aussi plus motivés d'aller à l'école, ils sont plus créatifs et plus curieux. Ils apprennent sans avoir l'impression d'apprendre. Et on éveille leur conscience écologique. Pour pratiquer l'école du dehors, il faut parvenir à un certain lâcher prise et rebondir sur ce que les enfants découvrent, faire des liens... Lors d'une sortie, on a, au début, l'impression qu'on travaille moins mais la matière est plus vite intégrée et on récupère du temps en gestion de conflits, par exemple. J'ai suivi une série de formations sur la différenciation et ça rejoint les objectifs de l'école du dehors, dans le sens où il s'agit d'apprendre autrement, de vivre les choses, de donner du sens, permettre aux enfants de s'ancrer, de trouver leur place. Depuis l'année passée, je propose des formations en école et cela me donne l'impression de semer des petites graines et que les choses évoluent. A l'école, on est quelques collègues à sortir régulièrement, d'autres sont vraiment intéressés, et encore plus depuis la crise sanitaire... L'idée fait son petit bonhomme de chemin ! »

Si une série d'écoles disposaient déjà d'un outil numérique avant la crise sanitaire, d'autres s'en sont dotées depuis ou cherchent encore à le faire. Parmi les plateformes disponibles, Questi et Itslearning semblent particulièrement correspondre aux besoins respectivement de l'enseignement fondamental et secondaire.

Le logiciel de gestion des établissements PROECO 5 propose une passerelle vers ces plateformes pédagogiques. Explications de **Laurent PRÉVOST**, directeur de l'asbl Infodidac.

Concrètement, que proposez-vous ?

Laurent PRÉVOST : Avec PROECO 5, nous avons prévu l'intégration de ces deux plateformes (Questi et Itslearning). Les utilisateurs auront ainsi, d'une part accès aux ressources administratives, et d'autre part à des outils qui peuvent les aider dans leurs contacts avec les parents, les élèves,... Les plateformes sont reliées les unes aux autres, tout en conservant un chemin d'accès différent.

Par ailleurs, les informations concernant les élèves et les professeurs sont utilisables directement dans les programmes numériques, ce qui évite de tout réencoder.

Ce déploiement concerne pour l'instant les écoles de l'enseignement fondamental...

LP : Notre première version de PROECO 5 est utilisée actuellement par 70 écoles. Il est important pour nous de stabiliser cette application, d'optimiser certaines fonctionnalités dans les semaines qui viennent, avant de l'étendre aux 750 écoles que nous souhaitons toucher. Il est par ailleurs certain que cet outil sera vraiment adapté et utile pour les écoles fondamentales.

Au-delà de l'aspect pédagogique, qu'y a-t-il comme grande amélioration par rapport à la version précédente du logiciel ?

LP : Je dirais la centralisation des données et du coup, un gain en termes de productivité. PROECO 5 facilitera grandement la vie administrative des écoles. Nous avons pour objectif de déployer le programme dans les écoles secondaires mais également supérieures.

Plus d'infos ? Rendez-vous sur <http://infodidac.be> > Nos solutions > PROECO5 ■

A la découverte des outils numériques

Brigitte GERARD

En mars dernier, le confinement a pris de court de nombreux enseignants... Comment, en effet, assurer une continuité pédagogique à distance, quasi du jour au lendemain ? Certains étaient déjà familiarisés avec les outils numériques, d'autres pas du tout et ont dû improviser. Cet été, les organismes de formation de l'enseignement fondamental (FOCEF) et de l'enseignement secondaire (CECAFOC) ont mis le paquet pour proposer un grand nombre de modules qui préparent les enseignants à l'enseignement à distance et, notamment, aux outils numériques.

Plus de 1200 enseignants ont profité des formations proposées dans l'enseignement secondaire cet été... Un record, près de deux fois plus d'inscrits que les années précédentes ! Si, Covid oblige, la plupart de ces formations étaient organisées à distance, certaines se sont tout de même déroulées en présentiel, notamment un module intitulé « Les outils numériques au service de l'apprentissage », proposé à l'Institut Saint-Ursule à Namur les 18 et 19 août derniers par **Arnaud GUSTIN** et **Gilles CREPPE**, professeurs de mathématiques à l'Institut Notre-Dame Séminaire de Bastogne.

De nombreux outils

« Pendant le confinement, je me suis retrouvée face à certaines difficultés pour continuer à travailler avec mes élèves, avoue cette participante, **Véronique CARO**, enseignante à l'Institut des Arts et Métiers Pierrard à Virton. J'ai alors suivi pas mal de formations à distance, mais j'en souhaiterais une qui se déroule en présentiel pour bénéficier des conseils de formateurs. » Et elle a fait le bon choix. Pendant deux jours, elle a pu, dans d'excellentes conditions, découvrir et expérimenter divers outils numériques à tester ensuite avec ses élèves. Les huit participants étaient installés dans un vaste local, à bonne distance les uns des autres et pouvaient travailler chacun sur leur ordinateur portable... « De mon côté, j'utilise beaucoup les outils numériques, explique **Anne-Christine LIBERT**, enseignante à l'Institut Saint-Roch à Marche-en-Famenne. Mais, je me suis rendu compte que je devais faire évoluer ma manière de travailler avec les élèves. En mars, j'ai surtout utilisé les e-mails, en leur envoyant des documents ou des liens internet. Je compte me servir de nouveaux outils pour préparer mes élèves au cas où il faudrait à nouveau pratiquer l'enseignement à distance. » C'est, en effet, une panoplie d'outils que les formateurs ont présentés aux participants : outils Google de base (agenda, Drive, Gmail...), partage de documents, Google Forms, Wooclap, learningApps, création de site internet... A. GUSTIN et G. CREPPE intègrent tout ça dans leur pratique enseignante depuis plusieurs années. Et ils apprécient de pouvoir transmettre leur expérience. Ils ont non seulement créé un site dédié aux mathématiques¹ avec d'autres professeurs de la discipline de leur école, pour aider leurs élèves à s'approprier les notions vues en classe, mais ils ont aussi mis sur pied un site internet reprenant un ensemble de ressources numériques, accessible à tous². « Avec Arnaud, on a commencé à s'intéresser au numérique il y a 4-5 ans, se souvient G. CREPPE. L'école a investi dans des TBI (tableaux blancs interactifs), puis dans la suite Google. Au fur et à mesure, on a découvert les outils et commencé à les présenter à nos collègues. On s'est rendu compte que cette formation pouvait convenir à tout le monde et pas uniquement aux professeurs de maths. Notre souhait était au départ de pouvoir partager nos documents à tous les élèves et à tous nos collègues. C'est cette notion de partage qu'on apprécie. »

Redynamiser son métier

En ce mercredi matin, les participants peuvent commencer à créer leur propre site internet, à partir de Google Sites, qui ne demande pas de prérequis particulier. Après un bref exposé explicatif, tout le monde s'y met avec enthousiasme. « Mon objectif est de créer un

site pour présenter un projet de l'école qui me tient à cœur, se réjouit V. CARO. Nous avons introduit un dossier à la Sowalpin pour obtenir des subsides, afin d'encourager l'entrepreneuriat de nos élèves. » A-C. LIBERT s'est, quant à elle, inscrite à la formation pour se remettre dans le bain et actualiser ses connaissances en la matière. « Je découvre notamment Google Sites, que je compte utiliser pour mes classes. Tous les outils ne sont peut-être pas utiles, mais ce qui est ludique peut être mis en œuvre à un moment dans le processus d'apprentissage. De temps en temps, ça fait du bien de changer et il faut se tenir au courant parce que les élèves en savent parfois plus que nous ! » Les formateurs circulent entre les tables et n'hésitent pas à venir en aide aux participants. « Avec le confinement, constate G. CREPPE, les enseignants se sont rendu compte que tout cela pouvait être utile. Même les personnes réfractaires au numérique prennent conscience qu'un rien peut simplifier la vie. Pour nous, c'est vraiment un gain de temps. Maîtriser la base, le partage de documents, c'est intéressant. Les jeux, faire un site internet, ce n'est pas obligatoire, mais cela permet de varier un peu ses pratiques. » Et, dans cette optique, après la création d'un site internet, ils explorent avec les enseignants les sites où trouver des photos libres de droit, ceux qui permettent la création de vidéos ou encore la fabrication de cadenas numériques. « Dans ma pratique, je ne manquerai pas de tester un peu tout ça, envisage V. CARO. Le Drive est un incontournable, pour partager des documents avec les collègues. Google Forms sera très utile pour mes

cours, quand mes élèves devront faire des sondages, des enquêtes... Wooclap, cela peut être amusant de temps en temps, pour voir si les élèves ont compris et éventuellement retravailler les choses par la suite. Ces outils permettent de surprendre un peu les jeunes, j'ai l'impression que cela ouvre plein de nouvelles possibilités ! A mon âge, 55 ans, cela redynamise le métier et c'est un défi que je me lance. En plus, la formation est très chouette ! Il y a beaucoup de pratique, ce qui n'est pas toujours le cas. » Même son de cloche du côté d'A-C. LIBERT: « Ces deux formateurs ont une approche très simple. On sort d'ici avec des outils qu'on sait utiliser parce que leur langage est facile à comprendre et à mettre en place. Ils nous font travailler tout de suite. Pouvoir utiliser un ordinateur, faire des photos, des vidéos, travailler avec certaines outils, c'est devenu aujourd'hui une nécessité. »

Une relation pédagogique primordiale

Pouvoir utiliser les outils numériques est, certes, devenu indispensable, mais cela ne remplacera jamais la relation pédagogique. « Pour nous, c'est une aide en plus, précise G. CREPPE. On travaille de manière traditionnelle en classe et le numérique est là comme appui, comme support pour de la remédiation, des exercices complémentaires. Ce n'est pas une nouvelle pédagogie. La relation pédagogique est obligatoire. Il faut évoluer avec les élèves, mais si tout le monde faisait la même chose que nous, ça n'irait pas non plus. Ce qui fait la richesse de l'école, c'est que chaque prof travaille de manière différente. » Et, si leur école est bien équipée en matériel numérique, ce n'est pas le cas de tous les établissements. A Virton, la connexion internet n'est pas une évidence... « Chez nous, les élèves n'y

ont pas toujours accès, regrette V. CARO. Ils ne sont, par ailleurs, pas habitués aux outils numériques. C'est nouveau pour eux, donc ça plaît. Je relaierei le contenu de la formation à mes collègues. Le souhait est d'uniformiser les pratiques des enseignants, que tout le monde utilise les mêmes outils. » L'Institut Saint-Roch a de son côté le projet de devenir une école numérique et met dès lors une série de choses en place. « Depuis l'année dernière, les enseignants sont formés au numérique, explique A-C. LIBERT. Et d'ici l'année prochaine, ce sera au tour des élèves. C'est un projet d'école, même si la relation pédagogique reste primordiale. Le numérique, c'est bien, mais pas trop ! » ■

1. <https://sites.google.com/indse.be/mathematiques>

2. <https://sites.google.com/indse.be/outils-num/accueil>



Les outils numériques au service de l'apprentissage :
formation en août dernier à Namur

L'école: un levier pour faire changer l'espace public ?

Interview et texte: Marie-Noëlle LOVENFOSSE

La crise sanitaire a placé les établissements scolaires devant une série de changements inédits à gérer quasiment au jour le jour. A plus long terme, de nombreuses questions se posent sur la façon dont il conviendra dorénavant de « faire école ». Parmi celles-ci, la manière de concevoir ou d'adapter les bâtiments scolaires aux besoins nouveaux devra sans doute être posée. Et l'école ne pourra pas y répondre toute seule, comme l'explique **Steeve SABATTO**, gestionnaire au Service Pouvoirs Organisateurs du SeGEC.



Avez-vous connaissance, au sein de notre réseau, de projets de constructions ou d'aménagements visant à « faire école autrement » ?

Steeve SABATTO : Je pense à un projet, antérieur à la crise du Covid, dans la région de Charleroi. Il s'inscrit dans la mise à proximité de deux univers différents, de deux occupations différentes, en l'occurrence une école fondamentale et un hôpital. Cela peut sembler étonnant. Un hôpital est tenu de répondre à une série de contraintes sanitaires, mais aussi sonores (environnement calme) bien spécifiques. Comment envisager de positionner une école fondamentale à proximité directe de ce lieu ? Qui trouve son compte dans ce rapprochement ? Comment ? On entre là dans une approche globale, systémique. Ce qui est intéressant, c'est cette démarche d'ouverture de l'enseignement à un contexte innovateur et de regarder comment, ce qui pourrait apparaître comme des inconvénients au départ, devient en fin de compte, un facteur incitatif. Ce projet de complexe immobilier comprenant à la fois un hôpital et une école s'inscrit dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville de Charleroi. Derrière

cela, il y a l'idée de savoir comment on développe une analyse globale sur l'école, dans laquelle entre notamment en compte le défi de la flexibilité.

On a beaucoup parlé de « flexibilité » de l'enseignement dans ce contexte de crise sanitaire...

SB : Il en existe de multiples sortes. Le Covid-19 a mis à

contribution la capacité des bâtiments existants d'avoir une forme de flexibilité. Certaines pédagogies ont été plus lourdement impactées par les contraintes que d'autres. C'est le cas des écoles qui ont des approches de pédagogies en grands groupes de travail sur plusieurs niveaux d'enseignement. Tout cela est lié aux choix pédagogiques à un moment précis de la vie de l'établissement. On ne sait pas ce que sera l'enseignement dans 20 ans. Comment penser l'enseignement actuel en fonction d'une perspective de transformation de son usage qu'on ne connaît pas encore ? C'est très compliqué, y compris pour la conception de bâtiments, qui sont en quelque sorte un point d'alliance entre les aspects techniques, pratiques, et la(les) pédagogie(s) rencontrée(s) pendant le cycle de vie des bâtiments.

Le bâtiment s'inscrit logiquement dans la durée, d'où la difficulté de penser maintenant quelque chose qui sera encore valable dans 10 ou 20 ans...

SB : Il existe une réelle corrélation entre le bâtiment, la gouvernance et l'action pédagogique. Dès qu'on touche à l'un, on touche à l'autre. Le bâtiment peut être

à un moment donné le point de cristallisation d'un remaniement, d'une autre manière de penser l'action. Des attentes s'expriment de plus en plus à ce niveau. Des phénomènes comme la crise du Covid seront-ils récurrents à l'avenir sur des périodes plus ou moins longues ? De quelle manière devons-nous en tenir compte ?

L'école ne pourra, en tout cas, pas trouver les réponses toute seule. Repenser les modalités d'enseignement, n'est-ce pas une vraie question de société ?

SB : C'est effectivement une question de société, en particulier si l'on prend des sujets tels que la qualité de l'air dans les classes, la mobilité ou la sécurisation des abords des écoles. Il faut s'attendre à ce que les réponses les plus raisonnables impliquent des modalités d'action et de mesure qui ne pourront pas se situer uniquement au niveau de l'école. Il existe des attentes qui supposent des interactions fortes à un moment donné avec les autorités communales, régionales, fédérales. Le plus intéressant, c'est d'introduire des dynamiques de changement entre les usagers, les directions d'écoles, les P.O. et les autorités compétentes. L'école devient un levier pour faire changer l'espace public. La question de la flexibilité se pose très concrètement avec le Pacte d'Excellence et la concrétisation du tronc commun. Cela risque de poser des problèmes à très court terme, sachant qu'il pourra y avoir des stratégies d'approche différentes selon les P.O., en fonction aussi de ce que les infrastructures permettront, étant donné que le parc immobilier actuel est surtout constitué de bâtiments anciens. La flexibilité des bâtiments a un coût qu'il sera nécessaire de prendre en compte. ■

Nouveau portail Web - Extranet !

Pour l'enseignement catholique

→ Un site vitrine :

Mise en avant de la spécificité,
de la diversité et de la richesse
de l'enseignement catholique

→ Un extranet :

Des ressources pour les acteurs
de l'enseignement catholique



Rendez-vous sur :

<https://enseignement.catholique.be>



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Un site internet & un extranet qui font peau neuve !

Ca y est ! Après des mois de travail, le tout nouveau site de l'enseignement catholique est en ligne. L'extranet qui lui est associé a aussi été complètement revu, ainsi que le système de recherche électronique des documents. Aperçu de ces nouveaux outils...

Tant sur le fond que sur la forme, le site de l'enseignement catholique a profondément mué. Le nouveau site web se présente désormais avant tout comme une vitrine de l'enseignement catholique (en Belgique francophone et germanophone). Il tente de refléter sa spécificité et sa richesse tout en valorisant aussi sa diversité.

Finis les milliers de pages classées sous forme de tiroirs comme dans l'ancien portail. Place à une organisation en 5 grandes sections :

▪ Découvrir l'enseignement catholique

On retrouvera ici toutes les informations qui caractérisent l'enseignement catholique, son modèle et son organisation.

▪ Penser l'enseignement catholique

Dans cette section, nous proposerons des éclairages sur toute une série de sujets travaillés notamment lors de Congrès ou des universités d'été.

▪ Représenter l'enseignement catholique

Il s'agit ici de rendre compte de la mission de représentation des 800 pouvoirs organisateurs auprès des autorités publiques et de diverses instances. Nous en donnons un aperçu régulier notamment par la publication d'actualités.

▪ Accompagner, outiller & former

Cette partie présente l'offre pédagogique du SeGEC et de ses fédérations d'enseignement. Cette offre se décline en 3 volets : l'accompagnement pédagogique et méthodologique, les programmes et outils, et les formations.

Une approche par disciplines-secteurs et par thématiques est également proposée.

▪ Gérer un établissement

Ce volet donne accès à une série de ressources destinées à accompagner les pouvoirs organisateurs et les directions dans la gestion quotidienne de leur établissement, internat ou centre PMS.

Extranet sur mesure

Si le site remplit essentiellement une fonction de vitrine, l'extranet permet d'approfondir certains sujets. Les contenus proposés sont principalement réservés aux acteurs de l'enseignement catholique. Chaque acteur pourra, en bonne collaboration avec son école, disposer d'un compte extranet lui donnant accès à des ressources utiles dans l'exercice de ses fonctions. Ces droits sont personnalisés en fonction de chaque profil (P.O, enseignants, directions, agents PMS, etc.)

Ressources

Des liens permettent de passer aisément du site à l'extranet et vice-versa. Trois types de contenus sont proposés sur cet extranet :

▪ Des documents

Il s'agit de ressources pédagogiques, juridiques, d'aides à la gestion d'établissement, etc. Elles sont rendues accessibles via un système de gestion électronique de documents. (Lire l'interview de **Sonia GILON**)

▪ Des pages informatives

Celles-ci sont complémentaires à celles du site et donnent des informations de pointe sur un sujet précis. On y trouve aussi (souvent) des documents associés.

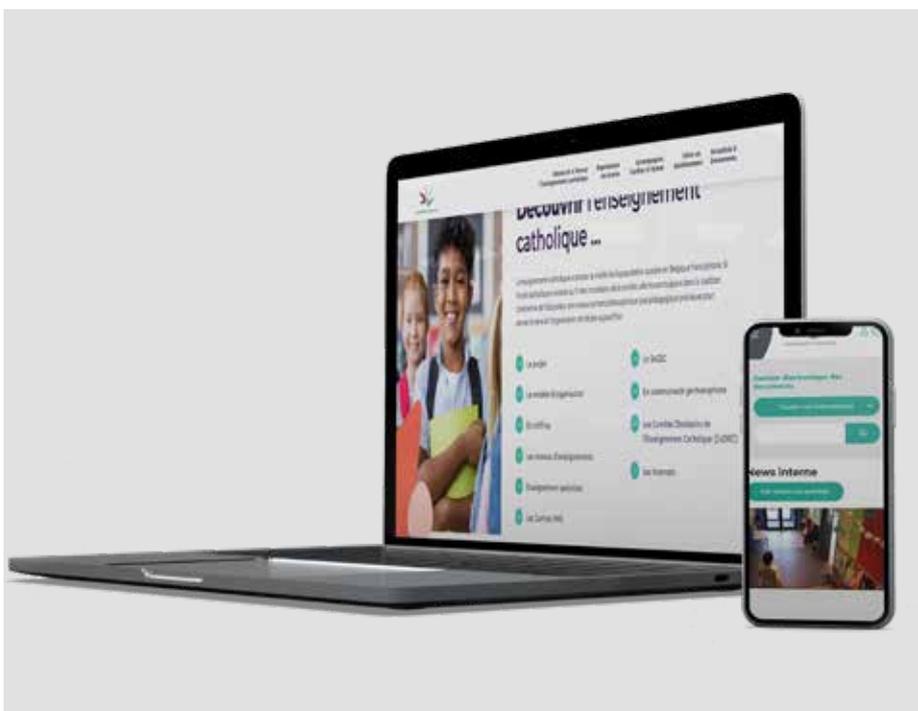
▪ Des applications

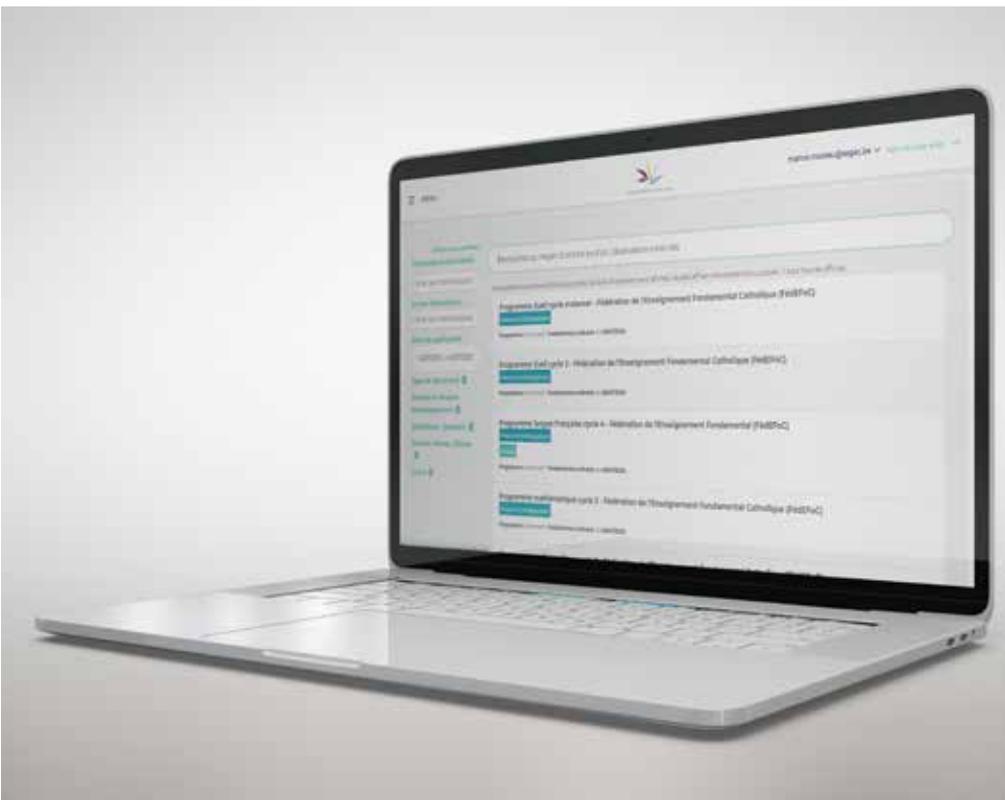
Parmi les exemples : le miroir des écoles...

Rendez-vous sur :

<https://enseignement.catholique.be>

<https://extranet.segec.be>





Gestion électronique de documents

Plusieurs milliers de documents sont accessibles (notamment) via des moteurs de recherche sur le site et sur l'extranet. Un important travail de (ré)organisation de ce système a été opéré et piloté par la cellule « partage de la connaissance » du service d'étude du SeGEC. Explications avec Sonia GILON, l'une des chevilles ouvrières de ce projet...

Que peut trouver l'utilisateur ?

Sonia GILON : Nous avons en ce moment 3200 documents actifs qui peuvent venir en soutien à l'ensemble des acteurs du domaine scolaire. Par exemple : des documents à vocation juridique, administrative, économique... Il y a aussi un volet pédagogique important qui propose les programmes et outils à l'intention des enseignants.

Qui a accès à ces documents ?

SG : L'accessibilité est liée au profil des membres du personnel des établissements de l'enseignement catholique. Par exemple, un directeur d'établissement scolaire bénéficiera de ressources affiniées correspondant directement à son

profil, pour lui offrir entre autre, une aide au pilotage de son école. Un économiste, un collaborateur de centre PMS... trouvera d'autres documents propres à sa fonction. Je tiens à souligner que cet outil est évolutif : toutes les sélections possibles seront enrichies à l'avenir.

Est-ce un outil simple d'utilisation ?

SG : Oui, la réflexion a visé à s'orienter davantage vers l'utilisateur. Les documents sont tous étiquetés par de nouveaux mots-clés, reliés à leurs synonymes et permettent un affinage de la recherche. Les documents sont stockés au même endroit, mis à jour et accessibles via le site internet mais aussi l'extranet. C'est une vraie philosophie de partage.

L'expert

L'architecture du site a été solidement repensée après une vaste phase d'analyse et de consultance.

Jean-Marc LHUIRE, directeur général de « Globule Bleu », l'agence de communication qui a accompagné le projet, revient sur ce travail.

Quel regard portez-vous sur la refonte du site ?

Jean-Marc LHUIRE : On ne croise pas chaque jour de tels projets dans une agence. La complexité de ce travail résidait dans l'organisation de contenus multiples à destination d'un public extrêmement varié. Notre idée de départ était forcément différente du résultat d'aujourd'hui. En cours de route, le projet a évolué suivant les rencontres avec les différents intervenants. C'est un projet de groupe, une co-création.

Il y avait un défi en terme de communication ?

JML : Tout à fait. On devait recréer un site qui comptait plus de 5000 pages. Il était également très important de bien choisir les termes. A ce stade de ma carrière, c'est le plus dense et le plus complexe des projets que j'aie rencontrés au niveau de la cartographie.

Comment avez-vous défini la nouvelle identité graphique ?

JML : Il y avait deux intentions: d'un côté apaiser le cadre dans lequel on communique pour faciliter la recherche d'informations ; de l'autre valoriser l'humanité et la diversité propres à l'enseignement catholique et au SeGEC. Ces valeurs sont représentées par les formes organiques de couleurs. L'harmonie de cette alliance a fait l'unanimité. ■



Comment l'école catholique en Europe fait-elle face à la crise du Covid-19 ?

L'irruption du coronavirus et la pandémie du Covid-19 ont complètement bouleversé la vie sociale et économique mondiale. Partout en Europe, les systèmes éducatifs (et au sein de ceux-ci les écoles catholiques), ont vu l'année scolaire perturbée, interrompue, parfois jusqu'à la rentrée de septembre 2020.

Guy SELDERSLAGH et Géraldine VALLÉE
Avec la participation d'Hélène CORBEEL

Chaque pays, chaque système scolaire ont réagi. Selon l'intensité de la menace, l'analyse des experts et des acteurs, la culture politique nationale et la décision des autorités politiques. Partout, la continuité des apprentissages, l'équipement informatique des élèves et des enseignants et l'attention soutenue à la prise en compte de tous les élèves ont été les fils rouges des actions entreprises. Naturellement, dans chaque pays, l'intérêt du public, l'attention de la presse et des médias se sont centrés sur l'évolution nationale ou régionale du nombre de contaminations, d'hospitalisations, de décès et de mesures de restriction des libertés publiques prises par les pouvoirs publics.

C'est pour dépasser ces visions seulement nationales, que le CEEC (Comité Européen pour l'Enseignement Catholique) a réalisé, entre le 28 mai 2020 et le 12 juin dernier, une enquête auprès de ses membres, afin de mieux comprendre la manière dont

chaque système scolaire et chaque organisation nationale de l'enseignement catholique ont réagi aux problèmes rencontrés et les solutions qui y ont été apportées.

Période de confinement et fermeture des écoles

Sur les 23 pays ayant répondu, les écoles ont d'abord été fermées en Italie, dès le 5 mars. Le 23 mars 2020, tous les autres pays avaient fermé leurs écoles, au moins partiellement, à l'exception de la Suède.

Le Danemark a été le premier pays à opérer une réouverture des écoles le 20 avril 2020. À la fin du mois de juin, 16 pays (sur 23) dont les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Allemagne ou la Suisse avaient repris (au moins partiellement) les cours. D'autres pays - parmi lesquels l'Albanie, l'Écosse, l'Espagne, l'Irlande et la Roumanie- ne comptaient pas rouvrir avant la rentrée de septembre. Le Royaume-Uni n'avait, au moment de clôturer l'enquête, pas encore fixé de date de réouverture.

Il est frappant de constater que les mesures de fermeture les plus drastiques n'ont pas toujours été prises dans les pays dont la situation en matière de contaminations, hospitalisations et décès était la plus aigüe. Ceux qui ont rouvert les classes ne l'ont pas fait au même rythme et n'ont pas ciblé les mêmes élèves prioritaires : la Slovénie et le Portugal ont privilégié les dernières années de cycle. La Suisse, les élèves du secteur obligatoire âgé de 4 à 15 ans ; la France, d'abord les plus jeunes... Début juin, 100 % des Danois avaient repris le chemin de l'école, 90 % en Grèce, 70 % en Slovénie ou en Suisse.

En moyenne, un peu moins de 50% des élèves étaient présents lors de la réouverture des écoles. On constate aussi que dans les pays où la reprise a été lente, ce sont souvent les familles les plus vulnérables qui craignaient le plus de remettre leurs enfants à l'école.

Quelles nouvelles pratiques pédagogiques ?

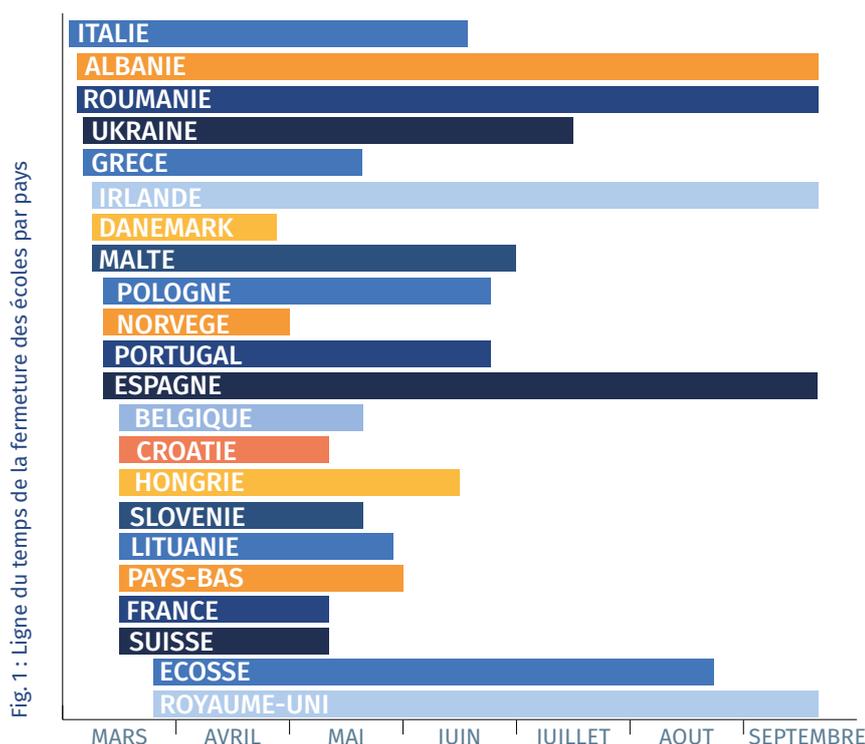
Tous les pays¹ répondants ont indiqué s'être adaptés à la crise du Covid-19 en développant de nouvelles pratiques pédagogiques. Parmi les options proposées, l'enseignement multimédia a été plébiscité à l'unanimité. Les activités favorisant l'autonomie de l'élève et l'enseignement télévisé ont aussi été mises en avant.

Outils numériques

Tous les pays ont indiqué que cette crise sanitaire avait favorisé l'utilisation d'outils numériques, à l'exception du Danemark, qui a souligné que les outils numériques faisaient déjà partie de la vie quotidienne des écoliers.

On notera tout particulièrement l'usage d'un espace numérique de travail, d'outils en ligne édités par les enseignants et Microsoft 365. Les répondants font aussi mention des réseaux sociaux et de ressources en ligne telles que YouTube, par exemple.

Le pourcentage d'élèves (ou de parents pour les élèves de l'enseignement pri-



maire) ayant eu un contact informatique avec leur établissement et/ou leurs enseignants est de manière générale assez élevé: en moyenne, 80% des élèves (ou des parents) sont restés en contact avec les enseignants, avec un taux estimé à 80% pour une majorité², oscillant de 70 et 80 % pour la Croatie, la France, la Roumanie et l'Italie, ou inférieur à 50% pour l'Albanie, le Royaume-Uni et l'Ukraine.

La Suisse a souligné qu'il y avait « de grandes différences entre le secteur privé, qui a mieux réagi- surtout au niveau des gymnases- et le secteur public. Mais, en général, toute les écoles ont gardé un contact avec leurs élèves ».

Collaborations et financement de la part des pouvoirs publics

La plupart des pays ont indiqué que leurs autorités publiques (gouvernements, ministère, administration...) ont participé à la mise en place de nouvelles pratiques, à deux exceptions près : Aux Pays-Bas, les pouvoirs publics ont considéré que cette responsabilité relevait des écoles. En Slovénie, ils ont simplement émis quelques recommandations et décrété que toutes les écoles devraient mettre en place l'enseignement en ligne. En Espagne, la majorité des ressources ont été fournies par les écoles elles-mêmes ou par leurs propres organisations.

Dans les autres pays répondants, les pouvoirs publics sont intervenus à plusieurs

niveaux. Par exemple en communauté flamande de Belgique, des ordinateurs portables ont été fournis aux élèves et aux étudiants. De manière similaire, en Lituanie et en Roumanie, du matériel informatique a été distribué aux familles en difficultés, tandis qu'en France et en Suède, le Ministère de l'Éducation nationale a instauré des classes virtuelles. En Pologne, le système scolaire public a bénéficié de subventions pour l'achat d'équipements électroniques tels que des tablettes et des ordinateurs portables pour l'enseignement à distance. En Irlande, l'examen du certificat de fin d'études (qui permet et oriente vers l'entrée au troisième niveau), a été complètement remanié : les étudiants ont directement reçu une note établie par leur professeur.

Il est à noter que parmi les pays ayant signalé que les pouvoirs publics avaient participé à la mise en place de nouvelles pratiques, seulement la moitié de ceux-ci ont alloué des moyens (financiers, matériels, numériques) semblables aux écoles catholiques et aux écoles publiques.

Diminution des contributions financières des familles

Dans plusieurs pays européens, l'insuffisance structurelle de financement public pour l'école catholique contraint celle-ci à demander une participation financière aux parents. Dans la majorité de ces pays, la crise du Covid -19 a affecté les familles

et limité leurs capacités contributives et par voie de conséquence les finances des écoles.

Toutefois, 21 répondants pensent que les écoles catholiques de leur pays ne connaîtront pas forcément une moins bonne rentrée en septembre prochain en terme d'inscription d'élèves. Cependant, certains pays (peu nombreux) estiment qu'une baisse des inscriptions, pouvant aller jusqu'à 35%, pourrait avoir lieu.

Une attention à la vie spirituelle sous de nouvelles formes

Dans la plupart des pays la vie spirituelle au sein des écoles catholiques a trouvé de nouvelles voies pour s'exercer. Des moments de recueils et diverses autres formes de vie spirituelle ont trouvé place via les réseaux sociaux, les sites web, les visioconférences, du temps auprès de chaînes de télévision nationales même.

A cet égard, les secrétariats flamand, écossais et espagnol précisent que des outils et du matériel pédagogique ont été fournis aux écoles pour les accompagner. La période de confinement a également été source d'innovation pédagogique pour certains enseignants, notamment à Malte où des projets et activités spirituelles et créatives ont été menés avec les élèves.

Les résultats de cette enquête ont permis de constater un dynamisme significatif et des initiatives nombreuses au sein des communautés scolaires catholiques. Ces communautés pointent des besoins importants de soutien, de matériel pour les enfants et les familles, mais aussi de formations pour les enseignants et d'équipements pour les écoles. Les autorités publiques ont parfois apporté un soutien significatif, mais pas partout et pas de manière équivalente entre les écoles publiques et les écoles catholiques. Enfin, un risque financier significatif, causé par la difficulté de paiement des frais de scolarité par certaines familles et le risque d'une baisse des inscriptions dès la rentrée de septembre s'annonce pour certaines écoles catholiques de certains pays. Cette enquête nous rappelle la nécessité de soutenir, échanger et faire appel à nos ressources communes. ■

Fig. 2 : nouvelles pratiques pédagogiques mises en place

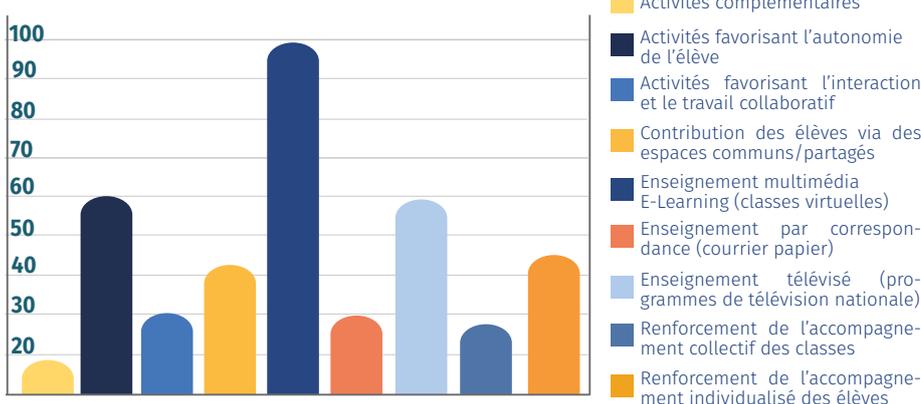
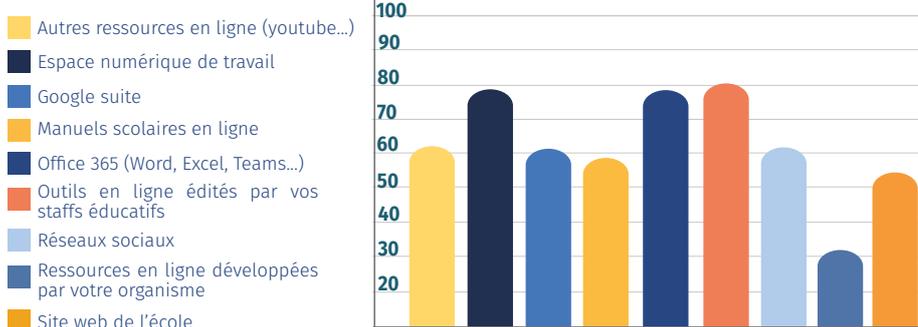


Fig. 3 : Outils numériques utilisés



1. Albanie, Belgique (fr et fl), Croatie, Danemark, Écosse, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine
 2. Incluant la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, la Lituanie, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovénie et la Suisse

Sensibiliser à la santé, une nécessité

Interview et texte: Brigitte GERARD

Institutrice, **Marie CORBUSIER** est également passionnée de santé et de bien-être et est diplômée en nutrithérapie. Sans aucun doute une façon pour elle d'enrichir sa pratique d'enseignante, mais qui entraîne aussi la nécessité de trouver un équilibre entre deux activités dont elle ne pourrait se passer.

Quel a été votre parcours ?

Marie CORBUSIER : J'ai d'abord opté pour des études d'institutrice et j'ai ensuite suivi le master en sciences de l'éducation à l'UCL. A côté de ça, j'ai toujours été passionnée par la santé, le bien-être et j'ai commencé une formation de deux ans en herboristerie. A son terme, j'ai eu un goût de trop peu et je me suis lancée dans trois autres formations, en naturopathie et nutrithérapie. J'enseigne la psychomotricité à l'école Ste-Marie d'Heusy depuis 2008 et j'ai commencé une activité complémentaire en 2015. Je propose de petits ateliers en tant que conseillère en magasin bio, sur des remèdes naturels pour l'hiver, l'alimentation. L'idée est de développer l'activité complémentaire en termes de consultations, de conférences et d'ateliers.

Quels liens faites-vous entre vos deux activités professionnelles ?

MC : En mars, j'ai fait une conférence dans mon école sur l'alimentation des enfants. Mon vécu d'enseignante me permet de mieux comprendre les enjeux liés au développement cognitif. Et, à l'école, j'ai eu l'occasion de participer à divers projets, notamment l'année passée, sur l'alimentation et les couleurs. En nutrithérapie, on parle beaucoup de polyphénols, des molécules très intéressantes, qui sont en général très colorées. Lors d'une semaine santé, j'ai aussi fait découvrir des aliments spécifiques aux enfants : des légumes, des oléagineux, du chocolat... L'idée est de proposer, tout au long de l'année, des activités ponctuelles liées à la santé et au bien-être. Cela passe par l'alimentation, mais aussi par une activité physique, des exercices de respiration, de la bienveillance. Les enfants sont en général très réceptifs.

Quel peut être l'impact de l'alimentation sur l'enseignement ?

MC : L'alimentation joue un rôle au niveau des apprentissages, de l'énergie, des comportements des enfants et elle n'est pas toujours adaptée à leurs besoins en termes de bien-être et de qualité de réception de l'enseignement. Manger un pistolet blanc avec un tout petit peu de charcuterie n'est, par exemple, pas favorable à la chronobiologie de l'enfant. L'idéal serait une sensibilisation sur ce qu'il faut manger au petit-déjeuner, au dîner, comme collation... Et, par rapport au rythme de la journée, il est intéressant de proposer des petits rituels, des moments d'apaisement, de recentration.

Ces deux métiers vous prennent sans doute beaucoup de temps et d'énergie...

MC : Oui, cela demande un certain investissement, mais je le fais avec plaisir. Avoir ces deux casquettes est très épanouissant. Pour moi, n'être que dans l'enseignement aurait peut-être eu un côté «enfermant». Mon activité complémentaire me permet de voir les choses différemment et de me détacher du stress lié à l'école... Ces deux dernières années, je suis passée à environ ¾ temps et c'est un équilibre qui me convient bien. J'apprécie le fait d'avoir l'enseignement et une activité avec un côté innovant, sans limite dans le développement.

Vous allez continuer à faire des liens entre les deux activités ?

MC : C'est une envie en tout cas. La conférence que j'ai faite au mois de mars devrait théoriquement être proposée dans d'autres écoles. J'ai aussi fait une intervention en Haute Ecole, face à de futurs enseignants, sur l'ali-



mentation et la place de l'enseignant par rapport à la sensibilisation des enfants à l'alimentation saine, à la santé. Je pense que l'enseignant a son rôle à jouer. Ce serait bien qu'il y ait, dans la formation initiale, une approche plus scientifique là-dessus, qui rejaillirait positivement sur la vie des enfants, même au-delà des apprentissages. Ce qui est intéressant, c'est que prendre soin de soi ne s'arrête pas à l'alimentation, c'est beaucoup plus large. C'est un domaine passionnant, qui ne peut qu'aider les enfants à se sentir mieux, à éviter les blocages, les croyances... ■

 [ESPACE NORD]


Maurice MAETERLINCK

La Vie des abeilles

Espace Nord, 2020

Postface de Laurence BOUDART

Dans cette œuvre devenue un classique, Maurice MAETERLINCK propose une fine description de l'organisation sociale des abeilles. Avec un regard curieux et humaniste, il compare la ruche à la société dans laquelle il évolue à l'aube du vingtième siècle. *La Vie des abeilles* invite par sa lecture à une analyse politique et écologique de nos comportements, car elle témoigne, déjà à l'époque, de l'inquiétude face à la disparition éventuelle de cette espèce. L'essai est suivi par *L'Intelligence des fleurs* -paru 6 années plus tard- qui, dans la même mouvance, propose un regard philosophique au départ des connaissances botaniques de l'auteur.

Maurice MAETERLINCK (1862-1949) est né à Gand et décédé à Nice. Cet auteur francophone belge, connu notamment pour son œuvre théâtrale *Pelléas et Mélisandre*, a obtenu le Prix Nobel de littérature en 1911. Très éclectique, il est également poète (*Le Trésor des humbles*, 1896) et essayiste. (*La Vie des abeilles*, 1901 – *La Vie des fourmis*, 1930.)

CONCOURS

Gagnez 5 exemplaire de ce livre en participant en ligne, avant le 14 octobre, sur :

www.entrees-libres.be

SYMBIOSES

Le numéro 127 du magazine *Symbioses* nous pousse à soulever quelques questions : « faut-il parler d'effondrement avec notre public ? Et surtout, comment ? Comment stimuler les imaginaires pour construire le monde de l'après? »... L'incertitude qui plane en ces temps tourmentés de Covid-19 ne saurait nous contredire. C'est pourquoi *Symbioses* propose des pistes de réflexion, des expériences concrètes, des sélections d'outils et d'adresses utiles, visant à inspirer les actions éducatives dans un monde en mouvement. Le *Symbioses* 127 est désormais téléchargeable. Vous pouvez également en commander un exemplaire ou vous abonner sur leur boutique en ligne.

<http://symbioses.be/boutique/fr/>



Symbioses
Comment parler
de l'effondrement ?

QUESTIONS VIVES

QUESTIONS VIVES: ÉLEVER LE DÉBAT AVEC SES ÉLÈVES

Un nouveau dispositif réactif est disponible gratuitement pour les enseignants de secondaire. Les élèves développent leur capacité de jugement sur les enjeux de société et sur leur vie. Sur le site questionsvives.be, les enseignants (et autres membres de l'équipe éducative) peuvent s'inscrire aux alertes e-mail (afin de recevoir les fiches dans les 36 heures). **Les fiches sont courtes et directement exploitables** par l'enseignant. On touche ici au cœur de la mission de l'école. L'enseignant peut choisir parmi **plusieurs thématiques ou questions citoyennes** en fonction de ses préférences, du temps disponible et de l'attrait des élèves. .

Informations auprès de Marie NAVARRE, responsable communication chez Annoncer la Couleur – Enabel : 0476 92 02 54
marie.navarre@enabel.be

RENCONTRES POUR FAIRE APPRENDRE

A l'initiative du Professeur Bernard REY, du Service des Sciences de l'Éducation de l'U.L.B, des rencontres sont organisées sur le campus du Solbosh à l'ULB. Au programme de cette nouvelle année académique, six conférences-débats destinées aux enseignants du primaire et du secondaire. Rendez-vous le 17 octobre pour une conférence concernant le langage dans les apprentissages. Attention, il est demandé une inscription préalable, uniquement aux groupes de plus de dix personnes, au moins deux semaines avant la date de l'activité concernée.

Informations complémentaires : Michel STASZEWSKI (mstaszew@ulb.ac.be) ou Nathalie TERENDIJ (nterendi@ulb.ac.be / 02 650 54 62)

L'HYGIÈNE DES MAINS ET DES SANITAIRES, PLUS QUE JAMAIS UNE PRIORITÉ À L'ÉCOLE !

La Fondation Roi Baudouin développe et soutient des initiatives de promotion de la santé auprès des enfants de 0 à 18 ans. La crise du coronavirus met un coup de projecteur sur la question de **l'hygiène des mains et plus largement sur celle des sanitaires à l'école**. L'occasion pour eux de vous proposer quelques outils pour vous aider. Outils ludiques et colorés à télécharger sur le site www.netournonspasautourdupot.be.



« ET POURQUOI ? » : LE PODCAST QUI EXPLIQUE L'ACTU AUX ENFANTS

« *Et Pourquoi ?* », est une série sortie cet été, qui embarque les enfants pour huit épisodes d'information animés par **Arnaud RUYSEN**. **Des podcasts à écouter seul, entre amis ou en famille, mais aussi en classe, pour mieux comprendre le monde !** Les épisodes sont disponibles sur La Première, RTBF Auvio et les réseaux sociaux.

Suivez le lien <https://www.rtb.be/lapremiere/> et cliquez sur l'onglet « podcasts ».

JOURNALISTES EN HERBE

La Cellule Culture-Enseignement lance la douzième édition de **son concours de journaux (presse écrite) à destination des classes de 6^e primaire**, ainsi que des classes de 1^{ère}, 2^{ème} et 6^{ème} secondaire, tous réseaux confondus.

Il s'agit de **donner la parole aux élèves**, d'éveiller leur esprit critique, de réaliser un projet éducatif mettant à l'épreuve leur créativité, leur capacité de réflexion et d'analyse, leur capacité d'écriture, leur curiosité, etc.

Chaque classe participante bénéficie gratuitement de deux ateliers animés par un journaliste professionnel, ainsi que d'un « kit pédagogique » comprenant notamment un « journal de bord » et une fiche technique pour les élèves.

La période d'inscription pour l'année scolaire 2020-2021 est ouverte. Attention : les inscriptions sont limitées !

Site : <http://www.culture-enseignement.be/> > rubrique « Journalistes en herbe ».





CANTINE DURABLE

Le Collectif Développement Cantines Durables (CDCD), actif en région wallonne et bruxelloise, a été créé pour accompagner les écoles qui veulent mettre en place un nouveau modèle d'offre alimentaire pour leurs élèves : **une alimentation durable, biologique, simple, savoureuse et accessible à tous**. Vous pouvez postuler pour 3 types d'interventions (CF circulaire 7688 du 19/08).

Les inscriptions sont à remettre pour le 30 septembre au plus tard. N'hésitez pas à prendre contact avec la personne du CDCD de votre région : www.collectifcantinesdurables.be/contacts

GÉNÉRATION ZÉRO WATT : APPEL À PROJETS

Choisissez l'énergie comme thème d'année scolaire.

Sont concernées, **les écoles primaires situées en Wallonie**, tous réseaux confondus, qui souhaitent sensibiliser la jeune

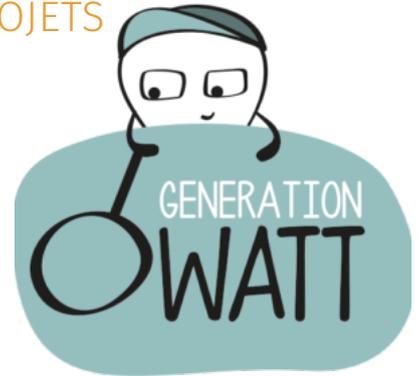
génération aux **enjeux de l'énergie** et aussi réaliser une substantielle économie d'énergie, avec sa participation. Un soutien gratuit par un accompagnateur spécialisé en éducation à l'énergie est accordé par la Région wallonne à chaque école qui s'engage dans ce défi.

Pré-inscrivez-vous au plus vite car le nombre d'écoles participantes est limité à 30, via le formulaire en ligne :

www.generationzerowatt.be/fr/home

Vous recevrez ensuite les consignes pour confirmer votre inscription.

Date de clôture des inscriptions : 30 septembre 2020.



AMBASSADE CULTURELLE POUR LES ENFANTS - BRUXELLES

INFOS & RÉSERVATIONS : WWW.VILLAEMPAIN.COM - 02 627 52 30 - INFO@BOGHOSSIANFOUNDATION.BE



L'humeur de...

Anne LEBLANC

La maison sur le rivage

Il y a quelques mois, émergeant de la lecture d'un bouquin passionnant et me reconnectant peu à peu aux réalités qui m'entouraient, je me suis interrogée. À quel moment, enfant, avais-je connu pour la première fois ce sentiment extraordinaire d'être littéralement happée par un récit? Sans hésitation, c'est un livre de poche à la couverture un peu psychédélique, digne de l'époque post-soixante-huitarde, qui me revint en mémoire : «La maison sur le rivage». J'avais une douzaine d'années et après avoir sagement obéi aux injonctions parentales, lu l'intégrale de la comtesse de Ségur, le Club des cinq dans sa version non encore simplifiée, découvert la bibliothèque verte et reçu les premiers bouquins de la «bibliothèque de l'amitié», j'étais fermement décidée à choisir moi-même ma lecture de vacances. Vacances que je passais à Malonne à cultiver avec mon grand-père le potager sans pesticide et à lire, bien cachée, assise dans l'herbe du joli verger bio avant la lettre. Munie des «dringuelles» de l'année écoulée — la pédagogie de l'argent de poche mensuel n'étant pas de rigueur à l'époque —, j'avais franchi les portes de la librairie bien décidée à fuir les rayons de la littérature jeunesse. Qu'est-ce qui m'a fait choisir ce livre? Le nom au charme désuet de l'auteur, Daphné du Maurier? La quatrième de couverture? Je l'ignore mais pour comprendre la raison de mon souvenir enchanté de ce bouquin il me fallait le relire avec mes yeux d'adulte. Je n'avais pas réalisé que j'éprouverais ainsi le sentiment étrange de redécouvrir une autre «moi», l'enfant que j'étais. Un aller-retour passé-présent. Un peu dans l'esprit de la trame de ce récit fantastique où le



Illustration : Manon MOREAU

héros, aidé par une drogue mystérieuse, se retrouve au cœur des Cornouailles au temps de la peste noire. Quand il revient dans le présent, il cherche les traces historiques des personnages croisés dans ses étonnants périples pour conforter la véracité de ses visions. Cela, la petite fille que j'étais l'avait certainement bien compris. Probablement mieux que toutes les subtilités des relations complexes entre les différents protagonistes de l'histoire. Est-ce cette lecture estivale qui a éveillé mon goût pour la connaissance du passé? Peut-être, mais sans doute pas

seulement. Sans Madame Martin, mon professeur d'histoire du début du secondaire, qui m'emmena ensuite, à travers ses récits passionnés, sur les berges du Nil à la découverte des trésors des pharaons, peut-être que la petite flamme allumée pendant cet été sous les cieux namurois se serait éteinte. J'en garde un souvenir ému, amusé et reconnaissant. À quoi tient le choix d'une orientation professionnelle? La réponse nous échappe tant de multiples et petites circonstances incontrôlables construiront toujours le mystère des destinées humaines. ■